Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 20 JUILLET 1901.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

2333

PROVINCE DE QUEBEC.

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Tarif des annonces dans la *Gazette Officielle de Québec.*

Avis est par le présent donné que par ordre en conseil, en date du 12 juillet 1901, le tarif des annonces dans la *Gazette Officielle de Quebec* a été changé, et qu'à partir de cette date, les avis, documents et annonces seront insérés aux conditions suivantes :

1ère insertion : 10 cts. par ligne au lieu de 8 cts.
2e insertion : 6 cts. par ligne au lieu de 4 cts.
Toute insertion subséquente : 4 cts. par ligne au lieu de 3 cts.

Par ordre,
JOS. DUMONT,
Sous-secrétaire de la province en office.
Québec, 13 juillet 1901. 2959

AVERTISSEMENT AUX CONSEILS MUNICIPAUX.

Le secrétaire-trésorier de chaque municipalité devra conserver en liasse les numéros de la *Gazette Officielle* qui lui seront adressés, et en donner communication à demande aux électeurs municipaux de la localité.

Bureau du Secrétaire,
Québec, 18 juillet 1901. 2953

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 20th JULY, 1901.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number. 2334

PROVINCE OF QUEBEC.

SECRETARY'S OFFICE.

Tariff of advertizements in the *Quebec Official Gazette.*

Notice is hereby given that by order in council, dated the 12th of July, 1901, the tariff of advertizements in the *Quebec Official Gazette* has been changed, and that from and after this date, the notices, documents and advertizements will be inserted on the following terms :

1st insertion : 10 cts. per line instead of 8 cts.
2nd insertion : 6 cts. per line instead of 4 cts.
Every subsequent insertion : 4 cts. per line instead of 3 cts.

By order,
JOS. DUMONT,
Deputy Provincial Secretary in office.
Quebec, 13th July, 1901. 2960

NOTICE TO MUNICIPAL COUNCILS.

The secretary treasurer of each municipality shall be bound to file and keep of record the numbers of the *Official Gazette* which may be addressed to him, and to allow communication thereof upon demand to the municipal electors of the locality.

Secretary's Office,
Quebec, 18th July, 1901. 2954

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de revoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du 29 mars 1899, pour la paroisse de Saint-Boniface de Shawenegan, comté de Saint-Maurice, et de nommer par commission en date du 9 juillet 1901, MM. Zacharie Lamy, Joseph William Boisvert, Maxime Paquin, Paul Lemay, Onésime Isaac Gélinas, Eusèbe Bellemarre, Alfred Caron et Alfred Lemire, tous cultivateurs, de Saint-Boniface de Shawenegan, commissaires de la dite cour.

2949

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the 29th day of March, 1899, for the parish of Saint Boniface de Shawenegan, county of Saint Maurice, and to appoint by commission dated the 9th of July, 1901, Messrs. Zacharie Lamy, Joseph William Boisvert, Maxime Paquin, Paul Lemay, Onésime Isaac Gélinas, Eusèbe Bellemarre, Alfred Caron and Alfred Lemire, all farmers, of Saint Boniface de Shawenegan, commissioners of the said court.

2950

Proclamation

Canada
Province de Québec } L. A. JETTÉ.

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGTIEME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGTIEME jour du mois de JUILLET mil neuf cent un, auquel temps vous étiez tenus et l vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et la plus grande commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, JEUDI, le VINGT-NEUVIEME jour du mois d'AOUT prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTE, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce HUITIEME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

1853

Proclamation

Canada,
Province of Quebec. } L. A. JETTÉ.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, King, Defender of the Faith, &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWENTIETH day of the month of JULY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and one, you and each of you—GREETING.

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the TWENTIETH day of the month of JULY, one thousand nine hundred and one, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on THURSDAY, the TWENTY-NINTH day of the month of AUGUST next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this EIGHTH day of JULY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and one, and in the first year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery.
Quebec.

1854

ERRATUM.

A la page 1593 de la *Gazette Officielle* du 13 juillet (1901), lisez M. Sergius Dufault, de la cité de Québec, avocat, sous-ministre de la Colonisation, au lieu de sous-ministre du Département de la Colonisation. 2995

ERRATUM.

At page 1593 of the *Official Gazette* of the 13th July, (1901), read, Mr. Sergius Dufault, of the city of Quebec, advocate, deputy minister of Colonization, instead of deputy minister of the Colonization Department. 2996

Avis du Gouvernement

No 959-01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 13 juillet courant, 1901, de détacher de la municipalité de Saint-Elzéar, comté de Beauce, les lots suivants du cadastre de la paroisse de Saint-Elzéar, savoir : Nos. 372 A, 373, 374, 375, 376 et 377, et les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de Saint-Sévérin, dans le même comté.

Cette annexion ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1902. 2955

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les ventes, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Canton Roux.

Lot 33, du rang N. E., ch. Mailloux, à J. Beaudoin.

E. E. TACHÉ,
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 20 juillet 1901. 2997

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de "la loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du 13e jour de juillet 1901, incorporant Ludger André Montpetit, médecin, Paul Dumour, rentier, Antoine Michel, commerçant, Dame Isabella Viala, marchande publique, épouse séparée de biens de Isidore Malartre, marchand de vin, Edouard Laberge, employé civil, Placide Daoust, marchand, et G. David, aussi marchand, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes : récréation, instructions pour des exercices athlétiques et pour des fins sociales, sous le nom de "Cercle Français," avec un fonds social de cinq cent piastres ($500.00), divisé en cent actions (100) de cinq piastres ($5.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce quinzième jour de juillet 1901.

JOS. DUMONT,
2971 Sous secrétaire en office.

No 1644.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

Est par le présent donné qu'il y aura une assemblée des examinateurs nommés par le comité catholique du conseil de l'Instruction publique, pour l'examen des candidats à la charge d'inspecteurs

Government Notice

No. 959.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 13th of July instant, 1901, to detach from the school municipality of Saint Elzéar, county of Beauce, the following lots of the cadastre of the parish of Saint Elzéar, namely : Nos. 372 A, 373, 374, 375, 376 and 377, and to annex them, for school purposes, to the municipality of St Severin, in the same county.

This annexation will come into effect only on the 1st of July next, 1902. 2956

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Township Roux.

Lot 33, of N. E. range, Mailloux road, to J. Beaudoin.

E. E. TACHÉ,
Deputy minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 20th July, 1901. 2998

Public notice is hereby given that, under "The Joint Stock Companies Incorporation Act" letters patent have been issued under the great seal of the province of Quebec, bearing date the 13th day of the month of July, 1901, incorporating Ludger André Montpetit, physician, Paul Dumour, rentier, Antoine Michel, trader, Dame Isabella Viala, public trader, wife separated as to property of Isidore Malartre, wine dealer, Edouard Laberge, civil employee, Placide Daoust, merchant, and G. David, also merchant, all of the city and district of Montreal, for the purposes hereinafter mentioned, namely: recreation, instruction for athletic training and for social purposes by the name of "Cercle Franç is," with a total capital stock of five hundred dollars ($500 00) divided into one hundred shares (100) of five dollars ($5.00) each.

Dated at the office, of the secretary of the province of Quebec, this fifteenth day of July, 1901.

JOS. DUMONT,
2972 Assistant provincial secretary in office.

No. 1644.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Is hereby given that there will be a meeting of the examiners appointed by the catholic committee of the council of public Instruction, to examine candidates for the office of schools inspectors, at the

d'écoles à l'Ecole normale Laval, à Québec, mercredi, le vingt-huitième jour d'août prochain 1901, à neuf heures du matin. Toute personne qui désire se présenter à cet examen, devra envoyer, d'ici au vingtième jour d'août prochain, à M. Paul de Cazes, secrétaire du comité catholique du conseil de l'Instruction publique, une requête à cet effet, la somme de six piastres, ainsi que tous les documents exigés par les règlements du comité catholique du conseil de l'Instruction publique.

PAUL DE CAZES,
Secrétaire.

Québec, 13 juillet 1901. 2867-2

LOI DES DIFFERENDS OUVRIERS DE QUEBEC.

(1 Ed. VII, chap. 31.)

AVIS.

En conformité des dispositions de la *Loi concernant les Conseils de Conciliation et d'Arbitrage pour régler les différends industriels*, toutes associations ou personnes ayant droit de voter pour le choix d'un membre de l'un ou de l'autre des Conseils, sont notifiées par les présentes d'avoir à communiquer au soussigné leur nom et adresse postale, le ou avant le premier jour d'août 1901.

FELIX MAROIS,
Greffier des Conseils de Conciliation et d'Arbitrage.

Département des Travaux Publics,
Québec, 15 juin 1901. 2523-4

AVIS

Est par le présent donné que, conformément à l'acte 54 Vict., chap. 14, le bureau des examinateurs des mesureurs de bois de la province de Québec se réunira à Québec, le 23 septembre 1901, pour l'examen des candidats qui désirent obtenir une licence de mesureur de bois.

E. E. TACHÉ,
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
4 juillet 1901. 2827.3

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 18 juin 1901.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Joseph Onésime Paré, écuier, notaire public, de la paroisse de la Baie Saint-Paul, comté de Charlevoix, district du Saguenay, par laquelle il demande le transfert en sa faveur, des minutes, répertoire et index du notaire Télesphore Fortin, ensonvivant notaire public, de la paroisse de la Baie Saint-Paul, comté de Charlevoix, en vertu des dispositions du code du notariat article 3685 des S. R. P. Q.).

ADELARD TURGEON,
2609-4 Secrétaire de la province par intérim.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de

Laval normal school, on Wednesday, the twenty-eight day of August next, 1901, at nine o'clock in the forenoon. Any person who wishes to present himself at this examination must before the 20th day of August next, send a request for that purpose to Mr. Paul de Cazes, secretary of the catholic committee of the council of public Instruction, the sum of six dollars, as well as all documents required under the regulations of the catholic committee of the council of public Instruction.

PAUL DE CAZES,
Secretary.

Quebec, 13th July, 1901. 2868

THE QUEBEC TRADE DISPUTES ACT.

(1 Ed. VII, chap. 31.)

NOTICE.

Pursuant to the provisions of the *Act respecting Councils of Conciliation and of Arbitration for settling Industrial Disputes*, all associations or persons entitled to vote in the selection of a member for either Council, are hereby requested to give their name and postal address to the undersigned, on or before the first day of August, 1901.

FELIX MAROIS,
Registrar of Councils of Conciliation and of Arbitration.

Department of Public Works,
Quebec, 15th June, 1901. 2524

NOTICE

Is hereby given that, in compliance with act the 54 Vict., chap. 14, the board of examiners of cullers of the province of Quebec shall meet at Quebec, on the 23rd September, 1901, in order to proceed to the examination of candidates desirous of obtaining license as lumber culler.

E. E. TACHÉ,
Deputy Minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
4th July, 1901. 2828

SECRETARY'S OFFICE.

Quebec, 18th June, 1901.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, by Joseph Onézime Paré, esquire, notary public, of the parish of Baie Saint Paul, county of Charlevoix, district of Saguenay, by which he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the notary Télesphore Fortin, in his lifetime notary public, of the parish of Baie Saint Paul, county of Charlevoix, in virtue of the provisions of the notarial code (art. 3685 R. S. P. Q).

ADELARD TURGEON,
2610 Interim provincial secretary

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53 whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of an particular, profession or trade, or of any joint stock company

professions, métiers ou de compagnies a fonds social ; incorporation d une cité, ville. village ou autres municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession ; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d autres individus, ou se rapportant a une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la regle précédente, et de la même maniere donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilege exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l avantage d un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés ; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent a passation de vront deposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé ; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de a Chambre une somme de $200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts ue déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre

the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local Assessment the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township ; the removal of the site of any county town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community ; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not, and the dimentions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individed advantage ; or for amending, extending, or enacting any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof ; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queens printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of $200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposited in the

les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde ecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,
2329 G. C. L

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçu après expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'*Acte de l'Amérique Britannique du Nord*, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin a barrieres ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social ; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité ; soit pour le prélevement d'une cotisation locale ; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comcé pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature ; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux ; soit pour le écarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton ; soit pour concéder a un ou a des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant a une classe particulière de la société ; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant,—doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Quebec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné ; et s'il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de pérge, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la regle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace

hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE
2330 C. L. C

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properley the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephon Line ; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than tha of Representation in the Legislature : the removal of the site of a County Town or of any local offices ; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculia rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affec the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act.—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an anjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next proceeding Session and the consideration of the Petition ; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extend of the privilege, the height of

entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires—et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi $2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centins par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de $200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie a fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement apres la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit en être annexée.

"Les bills pour incorporer es villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désirera éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle a laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette regle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

"Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

"Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste

the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the english of french language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in english and 550 copies in French, and also $2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of $200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall ledge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

When any bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bill Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway-turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed hereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brakets :

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(*a*) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist ; shall contain

doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par e bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

(*b*) "Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.'

L. G. DESJARDINS
2331 Greffier de l'Assemblée Législative.

a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter ; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.'

(*b*) "A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

L. G. DESJARDINS,
2332 Clerk of the Legislative Assembly

Avis Divers

Province de Québec, District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
No 292.

Dame Virginie Blondin, de la paroisse de Sainte-Scholastique, dit district, épouse commune en biens de Dieudonné Boucher, cultivateur, du même lieu, et la dite Virginie Blondin, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs.

Dieudonné Boucher, cultivateur, du dit lieu de Sainte-Scholastique, dit district, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le onzième jour de juillet mil neuf cent un.

J. A. ETHIER,
Avocat de la demanderesse.

Sainte-Scholastique, 11 juillet 1901. 2969

Province de Québec, District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2407.

Dame Marie-Louise Martel a, ce jour, intenté une action en séparation de biens à son époux, Arcade Carreau, commis marchand, de Montréal.

RENAUD & BOISSONNAULT,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 7 mai 1901. 2985

Province de Québec, District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1623.

Dame Elisabeth Latreille a, ce jour, institué une action en séparation de biens à son époux, Antoine Roy, gentilhomme, de Montréal.

RENAUD & BOISSONNAULT,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 9 juillet 1901. 2987

Province de Québec, District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1289.

Dame Elizabeth Nicholson, de la cité et du district de Montréal, épouse de John Deegan, du même endroit, charretier, Demanderesse ;

vs

Le dit John Deegan, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette affaire.

STEPHENS & HUTCHINS,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 15 mai 1901. 2599-5

Cour Supérieure—District de Saint-François.
No 177.

Cyrille Roy, commis-marchand, village de Mégantic, dit district, a institué, ce jour, une action en séparation de corps et de biens contre son épouse, Elizabeth Mercier, du même lieu.

J. A. GAUDET,
Procureur du demandeur.

4 juin 1901. 2659-5

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, District of Terrebonne. } *Superior Court.*
No. 292.

Dame Virginie Blondin, of the parish of Sainte Scholastique, said district, wife common as to property of Dieudonné Boucher, farmer, of the same place, and the said Virginie Blondin, duly authorized to appear in judicial proceedings,

Plaintiff ;

vs.

Dieudonné Boucher, farmer, of the said place Sainte Scholastique, said district, Defendant.

An action for separation of property has been instituted in this cause, on the eleventh day of July, one thousand nine hundred and one.

J. A. C. ETHIER,
Attorney for plaintiff.

Sainte Scholastique, 11th July, 1901. 2970

Province of Quebec, District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2407.

Dame Marie Louise Martel has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband, Arcade Carreau, of Montreal, clerk.

RENAUD & BOISSONNAULT,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 7th May, 1901. 2986

Province of Quebec, District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1623.

Dame Elisabeth Latreille has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband, Antoine Roy, of Montreal, gentleman.

RENAUD & BOISSONNAULT,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 9th July, 1901. 2988

Province of Quebec. District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1289.

Dame Elizabeth Nicholson, of the city and district of Montreal, wife of John Deegan, of the same place, carter, Plaintiff ;

vs

The said John Deegan, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted herein.

STEPHENS & HUTCHINS,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 15th May, 1901. 2600

Superior Court—District of Saint Francis.
No. 177.

Cyrille Roy, merchant's clerk, village of Megantic, said district, has, this day, instituted an action for separation from bed and board against his wife, Elizabeth Mercier, of the same place.

J. A. GAUDET,
Attorney for plaintiff.

4th June, 1901. 2660

Province de Québec,
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No 58.

Malvina Poudrette, de la cité de Saint-Hyacinthe, district de Saint-Hyacinthe, épouse d'André Bourgeois, journalier, du même lieu, et duement autorisée à ester en justice aux fins des présentes,
Demanderesse ;

vs.

Le dit André Bourgeois, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

V. ERNEST FONTAINE,
Avocat de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 2 juillet 1901. 2907-2

Province de Québec,
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1559.

Dame Caroline (*alias* Carrie), Wheatly Shearer Nicholson, de la cité et du district de Montréal, épouse de William Whitehead, ci-devant du même lieu, pharmacien, maintenant résidant à Winnipeg, dans la province de Manitoba,
Demanderesse ;

vs

Le dit William Whitehead, Défendeur.

Une action et demande en séparation des biens en cette cause a été instituée par la demanderesse.

McGOUN & ENGLAND,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 2 juillet 1901. 2841-3

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITE DU COMTE D'ARTHABASKA.

Aux habitants des municipalités locales du village de Warwick et du township de Warwick et à tous intéressés.

AVIS PUBLIC

Est par les présentes donné, par le soussigné, Louis Lavergne, secrétaire-trésorier de la municipalité du comté d'Arthabaska, que le conseil du comté d'Arthabaska, à sa séance générale et trimestrielle du douze juin dernier, a passé la résolution suivante, savoir : que le numéro quatorze, du premier rang du township de Warwick, connu et désigné au cadastre officiel du township de Warwick, sous les numéros deux cent quatre (204), deux cent cinq (205), deux cent six (206), deux cent sept (207), deux cent huit (208), deux cent neuf, (209), deux cent dix (210), deux cent onze (211) et deux cent douze (212), soit détaché de la municipalité du township de Warwick et annexé à la municipalité du village de Warwick, pour faire partie de la dite municipalité locale du village de Warwick ; et que, par un arrêté en conseil, en date du deux juillet courant, il a plu à Monsieur le Lieutenant Gouverneur de la province de Québec, d'approuver la dite résolution du conseil du comté d'Arthabaska, adoptée le douze juin dernier, annexant au village de Warwick, comté d'Arthabaska, le lot numéro quatorze, du premier rang du canton de Warwick, même comté. Le tout conformément aux articles 41 et 72 du code municipal.

Donné à Arthabaskaville, ce six juillet mil neuf cent un.

L. LAVERGNE,
2901-2 Secrétaire-trésorier C. C. A.

Province of Quebec,
District of Saint-Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 58.

Malvina Poudrette, of the city of Saint Hyacinth, district of Saint Hyacinth, wife of André Bourgeois, laborer, of said city, and duly authorized to *ester en justice* hereto,
Plaintiff ;

vs.

The said André Bourgeois, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted, this day, by the plaintiff against the defendant.

V. ERNEST FONTAINE,
Attorney for plaintiff.

Saint Hyacinth, 2nd July, 1901. 2908

Province of Quebec,
District of Montreal. } *Superior Court.*
No 1559.

Dame Caroline (or Carrie) Wheatly Shearer Nicholson, of the city and district of Montreal, wife of William Whitehead, heretofore of the same place, druggist, now residing in Winnipeg, in the province of Manitoba,
Plaintiff ;

vs.

The said William Whitehead, Defendant.

An action in separation of property herein has been instituted by plaintiff.

McGOUN & ENGLAND,
Attorneys for plaintiff

Montreal, 2nd July, 1901. 2842

PROVINCE OF QUEBEC

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF ARTHABASKA.

To the inhabitants of the local municipalities of the village of Warwick and of the township of Warwick and to all parties interested.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, by the undersigned, Louis Lavergne, secretary treasurer of the municipality of the county of Arthabaska, that the council of the county of Arthabaska, has, at its general and quarterly meeting of the twelfth of June last, passed the following resolution namely : that number fourteen, of the first range of the town-hip of Warwick, known and described on the official cadastre of the township of Warwick, as numbers two hundred and four (204), two hundred and five (205), two hundred and six (206), two hundred and seven (207), two hundred and eight (208), two hundred and nine (209), two hundred and ten (210), two hundred and eleven (211) and two hundred and twelve (212), be detached from the municipality of the township of Warwick, and annexed to the municipality of the village of Warwick, to form part of the said municipality of the village of Warwick, and that, by an order in council, dated the second of July instant, His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Quebec has been pleased to approve the said resolution of the county of Arthabaska, passed on the twelfth day of June last, annexing to the village of Warwick, county of Arthabaska, lot number fourteen, of the first range of the township of Warwick, same county. The whole pursuant to articles 41 and 72 of the municipal code.

Given at Arthabaskaville, this sixth day of July, one thousand nine hundred and one.

L. LAVERGNE,
2902 Secretary Treasurer C. C. A.

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ D'ARTHABASKA.

Aux habitants des municipalités locales du township de Stanfold et de la paroisse de Sainte-Victoire d'Arthabaska, et à tous intéressés.

AVIS PUBLIC

Est par les présentes donné, par le soussigné, Louis Lavergne, secrétaire-trésorier, du conseil du comté d'Arthabaska, que le dit conseil du comté d'Arthabaska, à sa séance générale et trimestrielle du douze juin dernier, a passé la résolution suivante, savoir : que vu que la requête de L. N. Boisclair et autres, du township de Stanfold, doit être prise en considération, ce jour, que les avis ont été publiés suivant la loi dans les municipalités intéressées, et qu'il reste dans la municipalité du township de Stanfold, dont ce territoire est détaché, une population de plus de trois cents âmes, qu'il soit résolu que les lots numéros vingt-six, vingt-cinq et le quart du numéro vingt-quatre, dans le dixième rang, et les lots numéros vingt-quatre, vingt-cinq et vingt-six, dans le onzième rang, les dits lots connus et désignés au cadastre officiel du township de Stanfold, dans le comté d'Arthabaska, sous les numéros vingt-six A (26a), vingt-six B (26b), vingt-six C (26c), vingt-six D (26d) et vingt-six E (26e), et vingt-cinq A (25a), vingt-cinq B (25b), vingt-cinq C (25c) et vingt-cinq D (25d), et vingt-quatre D (24d), du dixième rang du township de Stanfold, et les numéros vingt-quatre A (24a), vingt-quatre B (24b), vingt-quatre C (24c), vingt-quatre D (24d), vingt-quatre E (24e), vingt-quatre F (24f) et vingt-cinq A (25a), vingt-cinq B (25b), vingt-cinq C (25c), vingt-cinq D (25d) et vingt-cinq E (25e), vingt-cinq F (25f) et vingt-six (26a), vingt-six B (26b), vingt-six C (26c), vingt-six D (26d), vingt-six E (26e), vingt-six F (26f), vingt-six G (26g) et vingt-six H (26h), du onzième rang du township de Stanfold, soient détachés de la municipalité du township de Stanfold et annexés à la municipalité de la paroisse de Sainte-Victoire d'Arthabaska, pour faire partie de la dite municipalité locale de Sainte-Victoire d'Arthabaska. Que par un arrêté en conseil, en date du 2 juillet courant, il a plu à Monsieur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec d'approuver la dite résolution du conseil du comté d'Arthabaska, adoptée le douze juin dernier, détachant certains lots du township de Stanford, comté d'Arthabaska, qui sont ci-dessus mentionnés et les annexant à la municipalité locale de la parole de Sainte-Victoire d'Arthabaska, même comté. Le tout conformément aux articles 33 et 41 du code municipal.

Donné à Arthabaskaville, ce six juillet mil neuf cent un.

L. LAVERGNE,
Sec.-Trés. C. C. A.

2925-2

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Quebec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, constituant les réquérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1. Le nom de la Compagnie sera " The Three Rivers Gas, heating and power Company."

2. Les fins pour lesquelles une charte est demandée, sont :

(*a*) Manufacturer, fournir, vendre et disposer de gaz, gazoline et acétylène pour les fins de l'éclairage

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF ARTHABASKA.

To the inhabitants of the local municipalities of the township of Stanfold, and of the parish of Sainte Victoire d'Arthabaska, and to all parties interested

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, by the undersigned, Louis Lavergne, secretary treasurer of the council of the county of Arthabaska, that the said council of the county of Arthabaska, at its general and quarterly meeting of the twelfth day of June last, passed the following resolution, to wit: that, seeing that the petition of L. N. Boisclair and others, of the township of Stanfold, should be taken into consideration, this day, that the notices have been published according to law, in the municipalities interested, and that there remains in the municipality of the township of Stanfold, from which this territory is detached, a population of upwards of three hundred souls, that it be resolved that the lots numbers twenty-six, twenty-five and the one fourth of number twenty-four, in the tenth range, and lots numbers twenty-four, twenty-five and twenty-six, in the eleventh range, said lots known and described on the official cadastre of the township of Stanfold, in the county of Arthabaska, as numbers twenty-six A (26a), twenty-six B (26b), twenty-six C (26c), twenty-six D (26d), twent-six E (26e) and twenty-five A (25a), twenty-five B (25 b), twenty-five C (25c) and twenty-five D (25 d), and twenty-four D (24d), of the tenth range of the township of Stanfold, and numbers twenty-four A (24a), twenty-four B (24b), twenty-four C (24c) and twenty-five A (25a), twenty-five B (25b), twenty-five C (25c), and twenty-five D (25d) and twenty-five E (25e), twenty-five F (25f) and twenty-six A (26a), twenty-six B (26b), twenty-six C (26c), twenty-six D (26d), twenty-six E (26e), twenty-six F (26f), twenty-six G (26g) and twenty-six H (26h), of the eleven range of the township of Stanfold, be detached from the municipality of the township of Stanfold, and annexed to the municipality of the parish of Sainte Victoire d'Arthabaska, to form part of the said local municipality of Sainte Victoire d'Arthapaska. That by order in council dated the 2nd of July instant, His Honor the Lieutenant-Governor ha been pleased to approve the said resolution of the council of the county of Arthabaska, passed on the twelfth day of June last, detaching certain lots from the township of Stanfold, county of Arthabaska, which are mentioned hereinabove, and annexing them to the local municipality of the parish of Sainte-Victoire d'Arthabaska, same county. The whole pursuant to articles 33 and 41 of the municipal code.

Given at Arthabaska, this six July, one thousand nine hundred and one.

L. LAVERGNE,
Sec.-Treas. C. C. A.

2926

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies incorporation act, constituting the applicants and such other persons as may hereafter become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The name of the company is to be " The Three Rivers Gas, heating and power Company. "

2. The purposes for which incorporation is sought, are :

(*a*) To manufacture, supply, sell and dispose of gas, gasoline and acetylene for the purposes of light or

ou du chauffage, et autres fins auxquelles ils peuvent être appliquées ;

(*b*) Faire le commerce, manufacturer et rendre vendables, et vendre ou autrement disposer du charbon de bois, goudron de houille, bitume, asphalte, liqueur ammoniacale, et autres résidus provenant ou tirés des matériaux employés dans la manufacture du gaz ;

(*c*) Acquérir, manufacturer, construire, disposer, ériger, maintenir et exploiter toutes usines pour contenir, recevoir et purifier le gaz, la gazoline et l'acétylène, et tous autres bâtiments et usines, constructions, appareils, compteurs, tuyaux, accessoires, fournitures et machines nécessaires ou opportuns en rapport avec le dit commerce ;

(*d*) Acquérir par achat, permis ou autrement, et employer, louer, vendre, permettre ou autrement disposer de toute invention ou lettres patentes, ou de tout droit d'utiliser ou employer toutes inventions se rapportant à la production, manufacture ou fourniture du gaz pour l'éclairage ou le chauffage, ou tout résidu provenant de ces derniers ;

(*e*) Acquérir et exploiter les usines, fonds, propriété, frachises, biens et affaires de toute personne, compagnie, cité, ville, municipalité ou village, incorporés ou non, autorisés à exploiter toute industrie comprise dans les dispositions de cet acte, ou conclure un arrangement pour telles fins ou s'y rattachant, et se charger des dettes de telle personne, compagnie, cité, ville, municipalité ou village à cette fin, et acquérir, garder ou disposer du tout ou d'une partie des actions, débentures, et valeurs de telle personne, compagnie, cité, ville, municipalité ou village, avec lesquels la compagnie a conclu un arrangement ou passé un contrat ;

(*f*) Construire des fourneaux, four à charbon de bois, tramways, quais, jetées, bureaux et tous bâtiments nécessaires, et acheter, louer, construire et réparer des vaisseaux à vapeur et autres pour les fins de la compagnie ;

(*g*) Accorder des permis à toute personne, compagnie ou corporation municipale, les autorisant à se servir de tout brevet permis ou droit en possession de ou appartenant à la compagnie, et d'en recevoir le paiement soit en espèces ou en obligations ou débentures ou en actions pleinement acquittées du capital-actions de toute telle autre compagnie ou corporation, et devenir pour autant un actionnaire dans toute telle compagnie ;

(*h*) Exercer l'industrie de manufacturiers, négociants et entrepreneurs pour la vente l'achat et l'échange de becs de lampes à gaz, à l'huile ou de lampes électriques, et de lampes en général de toutes sortes et descriptions, ainsi que tous articles s'y rattachant, soit seuls ou ou rapport avec d'autres articles et produits, ou de quelque manière que ce soit, et de toutes matières qui sont ou peuvent être employées dans la manufacture d'aucun des articles ou produits ci-haut mentionnés, et en général manufacturer, acheter, vendre, échanger et faire le commerce des dits articles, ou de chacun ou d'aucun d'eux, et de toutes matières ou substaces employées ou qui peuvent être employées dans la manufacture et la production de chacun ou d'aucun des dits articles ;

(*i*) Emprunter ou prélever de l'argent pour toutes les fins de la compagnie, et afin de garantir cet argent ainsi que l'intérêt, hypothéquer ou grever l'entreprsse ou tout ou partie de la propriété que possède la compagnie, ou qu'elle acquerra, et créer, émettre, faire, tirer, accepter et négocier des obligations, lettre de charge, billets à ordre ou effets négociables ;

(*j*) Exercer toutes ou partie des industries ci-dessus comme parties principales ou comme agents pour toute autre personne, maison de commerce, association ou compagnie, et s'occuper de toutes affaires se rattachant aux objets susdits, ou propres à les atteindre.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera en la cité des Trois-Rivières, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social sera de $250,000.00, divisé en 2,500 parts de $100.00 chacune.

heat, and for any other purpose for which the same may be used ;

(*b*) To deal with, manufacture and render saleable, and sell or otherwise dispose of coke, coal-tar, pitch, asphaltum, ammoniacal liquor, and other residual products, arising or to be obtained from the materials used in the manufacture of gas ;

(*c*) To acquire, manufacture, construct, lay, erect, maintain and operate all works for holding, receiving and purifying gas, gasoline and acetylene, and all other buildings and works, structures, apparatus, meters, pipes, appliances, fittings supplies and machinery necessary or advisable in connection with the said business ;

(*d*) To acquire by purchase, license or otherwise, and use, lease, sell, license or otherwise dispose of any invention or letters patent, or any right to use, or employ any inventions in connection with the production, manufacture or supply of heating and illuminating gas or any of the residual products thereof ;

(*e*) To acquire and operate the works, stock, property, franchises, assets and business of any person, company, city, town, municipality or village, and whether incorporated or not, authorized to carry on any business comprised in the objects of this Act, or enter into any arrangement for such purpose or in connection therewith, and for assuming the liabilities of such person, company, city, town, municipality or village in respect thereof, and acquire, hold or dispose of the whole or any part of the shares, debentures, and securities of such person, company, city, town, municipality or village, with which the company has entered into an arrangement or contract ;

(*f*) To construct furnaces, coke ovens, tramways, wharfs, docks, offices and all necessary buildings, and purchase, hire, build and repair steam and other vessels for the purpose of the company ;

(*g*) To grant licenses to any person, company or municipal corporation to use any patent, license or right held and owned by the company, and to receive payment therefor, either in cash or in bonds or debentures or in fully paid-up shares of the capital stock of any other such company or corporation, and to become to such extent a shareholder in any such company :

(*h*) To carry on the business of manufacturers of dealers in, and contractors for the sale, purchase and exchange of gas, oil and electric light burners, and burners generally of all kinds and descriptions, as well as all related articles, either alone or in connection with other articles and products, or in any way whatever, and of all materials which are or may be used in the manufacture of any of the above mentioned articles or products, and generally to manufacture, buy, sell, exchange and deal in the said articles, or any or either of them, and all materials or substances used or which may be used in the manufacture and production of each or any of said articles ;

(*i*) To borrow or raise money for any of the purposes of the company, and to secure the same and interest, to mortgage or charge the undertaking or all or any part of the property present or to be acquired of the company, and to create, issue, make, draw, accept and negotiate bonds, bills of exchange, promissory notes or negotiable instruments ;

(*j*) To carry out all or any part of the foregoing objects as principals or agents or in conjunction with any other person, firm, association or company, and to do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects.

3. The chief place of business of the said company is to be at the city of Three Rivers, in the province of Quebec.

4. The amount of capital stock is to be $250,000.00, divided into 2,500 shares of $100.00 each.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : William Joseph Poupore, contracteur, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario ; David Russell, marchand, de la cité de Saint-Jean, dans la province du Nouveau-Brunswick ; Michael Patrick Davis, contracteur, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario ; James Charles Malone, marchand, de la cité des Trois-Rivières, dans la province de Québec, et James H. Doody, commerçant, de la cité de Saint-Jean, dans la province du Nouveau Brunswick.

William Joseph Poupore, David Russell et Michael Patrick Davis seront les premiers directeurs de la dite compagnie, et sont tous trois sujets britanniques.

TOURIGNY & BUREAU,
Procureurs des requérants.

Trois-Rivières, 8 juillet 1901. 2893-2

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés, savoir :

1° Le nom de la compagnie sera "The Richelieu Cordage Company."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée, est :

(*a*) De manufacturer et vendre de la corde et de la ficelle pour relieur ; d'acheter et vendre de la manille et de la fibre de chanvre et autres matériaux employés dans ce genre d'affaires de la dite compagnie ;

(*b*) D'acquérir la propriété et la manufacture appartenant à Henderson Black, situées dans la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, province de Québec, aussi matériel, engin et machines à être placés par lui, et nécessaires pour les fins de la compagnie et ses affaires ;

(*c*) D'acquérir tous tels autres biens immeubles, matériel et machines qui sont ou pourront devenir nécessaires pour l'exploitation des affaires de la dite compagnie.

3° Le bureau principal d'affaires de la dite compagnie sera dans la ville de Saint-Jean, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de $75,000, divisé en 750 parts de $100.00 chacune.

5° Les noms au long, adresse et résidence de chacun des requérants sont comme suit : Miles Edgar Agar, de la cité de Saint-Jean, dans la province du Nouveau Brunswick, marchand et manufacturier ; Henderson Black, de la ville de Saint-Jean, dans la province de Québec, gentilhomme ; William Anderson Campbell, de la ville de Saint-Jean, dans la province de Québec, marchand et manufacturier ; Frederick Lincoln Hall, de Saint-Jean, dans la province de Québec, gentilhomme, et Francis Charles Chubb, de la ville de Saint-Jean, dans la province de Québec, comptable.

6° Toutes les personnes ci-haut nommées seront les premiers directeurs de la dite compagnie et sont tous sujets de Sa Majesté.

GEO. R. W. KITTSON,
Avocat des requérants.

Montréal, 20 juin 1901. 2703-4

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la

5. The names in full, and the address and calling of each of the applicants are as follows : William Joseph Poupore, contractor, of the city of Ottawa, in the province of Ontario ; David Russell, merchant, of the city of Saint John, in the province of New Brunswick ; Michael Patrick Davis, contractor, of the city of Ottawa, in the province of Ontario ; James Charles Malone, merchant, of the city of Three Rivers, in the province of Quebec, and James H. Doody, trader, of the city of Saint John, in the province of New Brunswick.

William Joseph Poupore, David Russell and Michael Patrick Davis who are all british subjects, are to be the first directors of the said company.

TOURIGNY & BUREAU,
Attorneys for applicants.

Three Rivers, 8th July, 1901. 2894

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honour the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies incorporation act, incorporating the applicants and such other persons as may become share holders of the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned, viz :

1. The name of the company will be "The Richelieu Cordage Company."

2. The object for which incorporation is sought is :

(*a*) The manufacture and sale of cordage and binder twine and the purchase and sale of manila and sisal fibre and other material used in the business of the said company ;

(*b*) The acquisition of the property and factory belonging to Henderson Black, situate in the town of Saint Johns, in the district of Iberville and province of Quebec, and of the plant, engine and machinery to be placed therein by him, necessary for the purposes of said company and its business ;

(*c*) The acquisition of such other real estate, plant and machinery as may be or become necessary for the carrying on of the undertaking and business of said company.

3. The chief place of business and the head office of said company will be at the said town of Saint Johns, in the province of Quebec.

4. The amount of the capital stock of said company will be $75,000, divided into 750 shares of $100.00 each.

5. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : Miles Edgar Agar, of the city of Saint John, in the province of New Brunswick, merchant and manufacturer ; Henderson Black, of the town of Saint Johns, in the province of Quebec, gentleman ; William Anderson Campbell, of the town of Saint Johns, in the province of Quebec, merchant and manufacturer ; Frederick Lincoln Hall, of Saint Johns, in the province of Quebec, gentleman, and Francis Charles Chubb, of the town of Saint Johns, in the province of Quebec, accountant.

6. All of the above named are to be the first directors of the said company and all being subjects of His Majesty.

GEO. R. W. KITTSON,
Attorney for applicants.

Montreal, 20th June, 1901. 2704

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies incorporation act, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate,

compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom proposé de la compagnie est "The C. P. Company, limited."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est : de manufacturer et vendre des fournitures et des appareils électriques.

3° Le bureau principal de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal, province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de cinquante mille piastres.

5° Le nombre d'actions sera de cinq cents, et le montant de chaque action sera de cent piastres.

6° Les noms au long, adresse et résidence de chacun des requérants sont comme suit : Thomas Pringle, ingénieur hydraulique ; Annie Martha Knox, épouse séparée de biens d'Edward Egbert Cary, manufacturier, dûment autorisée par son dit mari ; Cecelia Marie Brennan, épouse séparée de biens de Robert Edmund Thomas Pringle, marchand, dûment autorisée par son dit mari ; Robert Edmund Thomas Pringle, marchand, et Edward Egbert Cary, manufacturier, tous de la dite cité de Montréal.

7° Les susdits requérants seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, tous résident en Canada et sont sujets de Sa Majesté.

DUNCAN McCORMICK,
Avocat des requérants.

Montréal, 24 juin 1901. 2705-4

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom de la compagnie proposée sera "The Natashquan Iron Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : d'acquérir, exploiter et explorer certains terrains ferrugineux ou miniers dans les environs de la rivière Natashquan, dans la province de Québec, d'acquérir des patentes pour des séparateurs de minerais de fer magnétique à être utilisés en rapport avec icelles.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec. Le montant proposé du fonds social de la dite compagnie sera de cent mille piastres.

4° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont : Robert T. Hopper, marchand ; Robert C. Smith, C. R., avocat ; Jeffrey H. Burland, gentilhomme ; W. McLea Walbank, gérant ; Frederick H. Markey, avocat ; James C. McArthur, marchand ; Charles A. Barnard, avocat, tous de la dite cité de Montréal ; John G. Turriff, commissaire des Terres de la Puissance, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario ; Robert Stephen Clease, avocat, de Shrewsbury, dans le comté de Shropshire, Angleterre, et Walter H. E. Jackson, courtier, de la cité de Londres, Angleterre.

Les dits Robert T. Hopper, Robert C. Smith et Charles A. Barnard, seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

SMITH, MARKEY & MONTGOMERY,
Solliciteurs des requérants.

Montréal 26 juin 1901. 2725-4

---

under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is "The C. P. Company, limited."

2. The object for which such incorporation is sought is: the manufacture and sale of electrical supplies and apparatus.

3. The chief place of business of the said company will be in the city of Montreal, in the district of Montreal, province of Quebec.

4. The amount of the capital stock of the said company will be fifty thousand dollars.

5. The number of shares will be five hundred, and the amount of each share will be one hundred dollars.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : Thomas Pringle, hydraulic engineer ; Annie Martha Knox, wife separated as to property of Edward Egbert Cary, manufacturer, hereto duly authorized by her said husband ; Cecelia Marie Brennan, wife separated as to property of Robert Edmund Thomas Pringle, merchant, hereto duly authorized by her said husband ; Robert Edmund Thomas Pringle, merchant, and Edward Egbert Cary, manufacturer, all of the said city of Montreal.

7. That the above applicants are to be the first or provisional directors of the said company, and all reside in Canada, and are subjects of His Majesty.

DUNCAN McCORMICK,
Attorney for applicants.

Montreal, 24th June, 1901. 2706

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in council of the province of Quebec, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the Joint Stock Companies' Act, constituting the applicants hereinafter described, and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body corporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is "The Natashquan Iron Company."

2. The objects for which incorporation is sought are : for the purpose of acquiring, developing and exploring certain iron or mining properties in the vicinity of the River Natashquan, in the province of Quebec, and the acquisition of patents for magnetic iron ore separators to be used in connection therewith.

3. The chief place of business of the said company is to be at the city of Montreal, in the province of Quebec. The proposed capital stock of the said company is $100,000.00.

4. The names in full and address of the applicants are : Robert T. Hopper, merchant ; Robert C. Smith, K. C., advocate ; Jeffrey H. Burland, gentleman ; W. McLea Walbank, manager ; Frederick H. Markey, advocate ; James C. McArthur, merchant ; Charles A Barnard, advocate, all of the said city of Montreal ; John G. Turriff, Dominion Lands Commissioner, of the city of Ottawa, in the province of Ontario ; Robert Stephen Clease, barrister, of Shrewsbury, in the county of Shropshire, England, and Walter H. E. Jackson, broker, of the city of London, England.

The said Robert T. Hopper, Robert C. Smith and Charles A. Barnard will be the first or provisional directors of the said company.

SMITH, MARKEY & MONTGOMERY,
Solicitors for applicants.

Montreal, 26th June, 1901. 2726

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après nommées s'adresseront par requête, au lieutenant-gouverneur, pour obtenir des lettres patentes constituant les requérants et toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires dans la compagnie projetée, en corps politique et incorporé, sous le nom et pour les fins ci-après, savoir :

1° Le nom proposé de la compagnie est " La Compagnie de l'Opéra Comique de Montréal ".

2° Son but est de donner des représentations théâtrales et d'acheter, louer ou autrement acquérir des biens meubles et immeubles pour l'exercice du but qu'elle se propose.

3° Son siège principal : la cité de Montréal.

4° Le chiffre projeté du fonds social est de trente mille dollars, divisé en trois cents actions de cent dollars chacune.

5° Les noms des requérants : François-Xavier Bilodeau, comptable ; Alexandre Boiron, gérant de théâtre ; L. Alexandre Caron, comptable ; Paul Rose, hôtelier ; Théodore Daoust, architecte.

6° Les requérants qui résident tous en Canada, et qui sont, excepté un, sujets britanniques, seront les premiers directeurs.

GONZALVE DESAULNIERS,
Procureur des requérants.

Montréal, 4 juillet 1901. 2847-3

Notice is hereby given that, one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter named shall apply by request to the Lieutenant Governor, for patent letters constituting the applicants and all other persons who may become shareholders of the proposed company, in a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned, to wit :

1. The proposed name of the company is " La Compagnie de l'Opéra Comique de Montréal ".

2. Its object is to give theatrical representations, and to purchase, lease or acquire otherwise the moveable property or real estate for the exercice of its industry.

3. Chief place of business : the city of Montreal.

4. The proposed capital stock is thirty thousand dollars, divided into three hundred shares of one hundred dollars each.

5. The names of the applicants : François Xavier Bilodeau, accountant ; Alexandre Boiron, manager of theatre : L. Alexandre Caron, accountant ; Paul Rose, hotel keeper ; Théodore Daoust, architect.

6. The applicants who reside in Canada, and who are, except one, british subjects, will be the first directors.

GONZALVE DESAULNIERS,
Attorney for applicants.

Montreal, 4th July, 1901. 2848

Avis de Faillites

Province de Québec, District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*

N. Lemieux & Fils, Requérant cession ;

et

J. Thomas Côté, Débiteur.

Avis est par le présent donné que J. Thomas Côté, de Chicoutimi, a, le cinquième jour de juillet 1901, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Chicoutimi.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Gardiens provisoires.

Québec, 8 juillet 1901. 2947

Province de Québec, District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

No. 102.

Dame Marie Laura Naud, faisant affaires sous la raison sociale de Madame E. A. Barsalo, Faillie.

Avis est donné que le 12 juillet, le soussigné a été nommé par cette cour curateur aux biens de la dite faillie, qui a fait cession judiciaire de ses biens.

Les réclamations attestées sous serment doivent être produites entre mes mains dans les trente jours d'avis.

E. D. BARSALO,
Chambre 13, " La Presse."

Montréal, 15 juillet 1901. 2957

Province de Québec, District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

No 73.

In re J. B. Fortin, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 5 d'août 1901, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, à Sainte-Rose, comté de Laval.

P. A. LONGPRÉ,
Curateur.

Sainte-Rose, 15 juillet 1901. 2963

Bankrupt Notices

Province of Quebec, District of Chicoutimi. } *Superior Court.*

N. Lemieux & Fils, Petitioners for assignment ;

and

J. Thomas Côté, Debtor.

Notice is hereby given that J. Thomas Côté, of Chicoutimi, has, on the fifth day of July, 1901, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Chicoutimi.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Provisional guardians.

Quebec, 8th July, 1901. 2948

Province of Quebec, District of Montreal. } *Superior Court.*

No. 102.

Dame Marie Laura Naud, carrying on business under the name, style and firm of Madame E. A. Barsalo, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 12th day of July, the undersigned has been appointed curator to the estate of the said insolvent, who has made a judicial abandonment of her assets.

Claims duly attested on oath must be filed at my office within thirty days from this notice.

E. D. BARSALO,
Room 13, " La Presse."

Montreal, 15th July, 1901. 2958

Province of Quebec, District of Montreal. } *Superior Court.*

No. 73.

In re J. B. Fortin. Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 5th of August, 1901, after which date the dividends will be payable at my office, at Sainte Rose, county of Laval.

P. A. LONGPRÉ,
Curator.

Sainte Rose, 15th July, 1901. 2964

Province de Québec, District de Québec. } *Cour Supérieure.*

Avis est par le présent donné que Joseph Alphonse Fecteau, de Québec, marchand, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 13 juillet 1901, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

A. FAUCHER,
Gardien provisoire.

Bureau : 119, rue Saint-Pierre. 2961

Province de Québec, District de Montréal. } *Cour Supérieure*

Severin Létourneau, Demandeur ;

vs

Albina Désautels, Défenderesse.

Avis est par le présent donné que par un jugement de la cour supérieure, en date du douzième jour de juillet 1901, nous avons été nommés curateurs aux biens de la faillie sus-nommée.

Les réclamations doivent être produites à nos bureaux sous un mois.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Curateurs conjoints.

Bureau de Gagnon & Caron,
41, Bâtisse des Tramways,
Montréal, 20 juillet 1901. 2979

Province de Québec, District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Télesphore Piché, pont Maskinongé, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende sur le produit des biens meubles, a été préparé et sera sujet à objection au bureau des soussignés, jusqu'à lundi, le cinquième jour d'août 1901, après laquelle date les dividendes seront payés.

LAMARCHE & BENOIT,
Curateurs conjoints.

1709, rue Notre-Dame.
Montréal, 20 juillet 1991. 2977

Province of Quebec, District of Quebec. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that Joseph Alphonse Fecteau, of Quebec, merchant, has, on the 13th July, 1901, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Quebec, according to law.

A. FAUCHER,
Provisional guardian.

Office : 119, Peter street, Quebec. 2962

Province of Quebec, District of Montreal. } *Superior Court.*

Severin Létourneau, Plaintiff ;

vs

Albina Désautels, Defendant.

Notice is hereby given that by judgment of the superior court, dated the 12th day of July, 1901, we were appointed curators to the estate of the above named insolvent.

Claims must be filed at our office within a month from this date.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Joint curators.

Office of Gagnon & Caron,
41, Street Railway Building,
Montreal, 20th July, 1901. 2980

Province of Quebec, District of Three Rivers. } *Superior Court.*

In the matter of Telesphore Piché, Maskinongé Bridge. Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared upon the proceeds of movables, and will be open to objection at the office of the undersigned, until Monday, the fifth day of August, 1901, after which date the dividends will be paid.

LAMARCHE & BENOIT,
Joint curators.

No. 1709, Notre Dame street,
Montreal, 20th July, 1901. 2978

Licitation

Province de Québec, District de Bedford. No 6763. } *Cour Supérieure.*

Avis public est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure pour la province de Québec, siégeant au village de Sweetsburg, dans le district de Bedford, le troisième jour de juin courant (1901), dans une cause dans laquelle George Mitchell et Daniel H. Rosenberger, cultivateur, tous deux de la paroisse de Saint-Armand Ouest, dans le district de Bedford ; et Laura Mitchell, de la ville de Highgate, dans l'état de Vermont, un des états unis d'Amérique, épouse séparée quant aux biens de Burton Dymond, cultivateur, de Highgate susdit, et dûment autorisée de son dit époux aux fins des présentes ; et le dit Burton Dymond aux fins d'autoriser sa dite épouse à ester en justice en cette cause, sont demandeurs ; et Marshall J. Olds, de la ville de East Berkshire, dans l'état de Vermont ; Everett Olds, de la ville de Burlington, dans l'état de Vermont ; Lucia Olds, de la ville de East Highgate, dans l'état de Vermont, épouse d'Alvey H. Spears, cultivateur, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes ; Caroline Olds, de la cité de Minneapolis, dans l'état de Minnesota, épouse d'Anthony Kennedy, procureur, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes ; Arabella Olds, de la cité de Chicago, dans l'état de l'Illinois, épouse de Van Buren Soule, voiturier, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes ; Martha Olds, de

Licitation

Province of Quebec, District of Bedford. No. 6763. } *Superior Court.*

Public notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the superior court for the province of Quebec, in the district of Bedford, sitting at the village of Sweetsburg therein, on the third day of June instant (1901), in a cause under number 6763, in which George Mitchell and Daniel H. Rosenberger, farmer, both of the parish of Saint Armand West, in the district of Bedford, and Laura Mitchell, of the town of Highgate, in the state of Vermont, one of the united states of America, wife separate as to property of Burton Dymond, of said Highgate, farmer, and duly authorized by her said husband for the purposes hereof ; and the said Burton Dymond to authorize his said wife *à ester en justice* herein, are Plaintiffs ; and Marshall J. Olds, of the town of East Berkshire, in the state of Vermont ; Everett Olds, of the town of Burlington, in the state of Vermont ; Lucia Olds, of the town of East Highgate, in the state of Vermont, wife of Alvey H. Spears, of the same place, farmer, the latter for the purpose of authorizing his said wife herein ; Caroline Olds, of the city of Minneapolis, in the state of Minnesota, wife of Antony Kennedy, of the same place, and the latter for the purpose of authorizing his said wife herein ; Arabella Olds, of the city of Chicago, in the state of Illinois, wife of Van Buren Soule, of the same place, carriage manufacturer, and the latter for the purpose of authorizing his said wife herein ; Martha Olds, of Menlo Park, in the state of California, wife

Menlo Park, dans l'état de Californie, épouse d'Orrin N. Reynolds, marchand, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présents ; Elizabeth *alias* Lebbie Olds, de la ville de Franklin, état de Vermont, épouse de George Anderson, culitvateur, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes ; Helen Olds, de Cedar Rapids, état de Iowa, épouse de Helmer Higley, bourgeois, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes ; et Frederick Olds, de Minneapolis, état de Minnesota, tous dans les états unis d'Amérique, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

1° Un lot de terre situé dans la dite paroisse de Saint-Armand Ouest, contenant environ cinquante-deux acres de terre, formant partie du lot numéro cent deux (102), arpentage primitif de la dite paroisse, et maintenant connu et désigné sur les plan et livre de renvoi de la dite paroisse comme étant le lot numéro deux cent trente-cinq (235) ; et

2° Un autre lot de terre situé dans la dite paroisse de Saint-Armand Ouest, formant partie du lot numéro cent vingt-quatre (124), arpentage primitif, et maintenant connu et désigné sur les plan et livre de renvoi de la dite paroisse, comme étant le lot numéro cent quarante (140),—et les bâtisses dessus érigées, contenant environ cent un (101) acres.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le DIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain (1901), à UNE heure de l'après-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, dans le susdit village de Sweetsburg ; sujette aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

LEONARD & NOYES,
P. C. S.

S. CONSTANTINEAU,
Avocat des demandeurs.

Sweetsburg, 6 juin 1901. 2983

[Première publication, 20 juillet 1901.]

of Orrin N. Reynolds, of the same place, merchant, and the latter for the purpose of authorizing his said wife herein ; Elizabeth *alias* Libbie Olds, of the town of Franklin, in the state of Vermont, wife of George Anderson, of the same place, farmer, and the latter for the purpose of authorizing his said wife herein ; Helen Olds, of Cedar Rapids, in the state of Iowa, wife of Helmer Higley, of the same place, gentleman, and the latter for the purpose of authorizing his said wife to these presents ; and Frederick Olds, of Minneapolis, in the state of Minnesota, all in the united states of America, are Defendants, ordering the sale by way of licitation of certain immoveable property described as follows, to wit :

1 A lot of land situate in the said parish of Saint Armand West, containing about fifty-two acres of land, forming part of lot number one hundred and two (102), of the primitive survey of said parish, and now known and designated on the plan and book of reference of the said parish as lot number two hundred and thirty-five (235) ; and

2 Another lot of land situate in said parish of Saint Armand West, forming part of lot number one hundred and twenty-four (124), primitive survey, and now known and designated on the plan and book of reference of the said parish, as lot number one hundred and forty (140), —and the buildings thereon erected, containing about one hundred and one (101) acres.

The properties above described will be put up to auction and adjudicated to the last and highest bidder, on the TENTH day of SEPTEMBER next (1901), at the hour of ONE of the clock in the afternoon, sitting the said court, in the court room of the court house, at the said village of Sweetsburg ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, *cahier des charges*, deposited in the office of the prothonotary of said court, and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be fyled in the office of the prothonotary of the said court, fifteen days at least before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and oppositions for payment must be fyled within six days next after the adjudication, and failing the parties to fyle such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

LEONARD & NOYES,
P. S. C.

S. CONSTANTINEAU,
Attorney for Plaintiffs. 2984

Sweetsburg, 6th June, 1901.

[First published, 20th July, 1901.)

Ventes par le Shérif—Arthabaska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : No 65. } ELZÉAR LACHANCE, Demandeur ; contre JOSEPH ST JEAN, Défendeur.

Un immeuble sis et situé dans la paroisse de Saint-Eusèbe de Stanfold, étant le quart ouest du lot numéro vingt-deux (22), du dixième rang du canton de Stanfold, de la contenance d'environ cinquante acres en superficie—avec maison, grange et autres bâtisses, maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Stanfold, sous le numéro vingt-deux E (22E), du dixième rang du dit canton.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Eusèbe de Stanfold, le VINGT-UNIEME

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : No. 65. } ELZEAR LACHANCE, Plaintiff ; against JOSEPH ST JEAN, Defendant.

An immoveable lying and being in the parish of Saint Eusèbe de Stanfold, known as the west quarter of lot number twenty-two (22), in the tenth range of the township of Stanfold, containing about fifty acres in superficies—with a house, barn and other buildings, now known and described on the official plan and book of reference for the said township of Stanfold, under number twenty-two E (22 E), of tenth range of said township.

To be sold at the parochial church door of Saint Eusèbe de Stanfold, on the TWENTY-FIRST day

jour d'AOUT prochain, à UNE heure de l'après-midi.

L. P. TOUSIGNANT,
Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaskaville, 18 juillet 1901. 2975
[Première publication, 20 juillet 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : No 55. } ELZEAR LACHANCE, Demandeur ; contre JOS. ADOLPHE LECLERE, Défendeur.

Un emplacement sur la rue Saint-Jacques, dans le village de Princeville, étant le numéro deux cent trente-quatre (234), du cadastre officiel, contenant cinquante-huit pieds de front sur deux cent huit pieds de profondeur—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Eusèbe de Stanfold, le TRENTIEME jour de JUILLET prochain, à UNE heure de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,
Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaskaville, 25 juin 1901. 2707-2
[Première publication, 29 juin 1901.]

of AUGUST next, at ONE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT.
Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaskaville, 18th July, 1901. 2976
[First published, 20th July, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : No. 55. } ELZEAR LACHANCE, Plaintiff ; against JOS. ADOLPHE LECLERE, Defendant.

An emplacement on Saint James street, village of Princeville, being number two hundred and thirty-four (234), of official cadastre, containing fifty-eight feet in front by two hundred and eight feet in depth—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Eusèbe of Stanfold, on the THIRTIETH day of JULY next, at ONE o'clock in the afternoon.

P. L TOUSIGNANT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaskaville, 25th June, 1901. 2708
[First published, 29th June, 1901.]

Ventes par le Shérif—Beauce

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce à savoir : No 3037A. } DAME CELINA ROY, Demanderesse ; contre LOUIS BRETON, Défendeur, savoir :

Un terrain ou emplacement de moulin à farine situé en la paroisse de Saint-Elzéar, contenant environ un arpent et quinze perches en superficie, étant l'immeuble connu et désigné sous le numéro trois cent soixante-dix-sept (377), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la dite paroisse de Saint-Elzéar—avec le moulin à farine, dalles, chaussées, etc., et le moulin à scie avec tous ses accessoires et autres bâtisses sus-érigées, droits à la rivière des dits moulins, au chemin de sortie et tous autres droits se rattachant aux dits moulins, circonstances et dépendances; avec, en outre le droit pour l'acquéreur de passer et repasser, tant en voitures qu'à pieds, sur la terre de Jean-Baptiste Labbé, étant l'immeuble connu et désigné sous le numéro trois cent soixante-seize (376), aux susdits plan et livre de renvoi officiels du dit cadastre, pour réparer et entretenir les susdites dalles et chaussées, à son besoin. Avec réserve en faveur du dit Jean-Baptiste Labbé du droit de passer et repasser sur le terrain ci-dessus mentionné, dans le chemin de sortie, pour communiquer du chemin royal à sa terre.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Elzéar, le VINGT-DEUXIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,
Bureau du Shérif, Shérif.
Village de Saint-Joseph, Beauce, 15 juillet 1901.
2991

[Première publication, 20 juillet 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : No 3166. } DEMOISELLE GEORGIANNA ANGERS, Demanderesse ; contre LA SUCCESSION DE JEAN BUSQUE, Défenderesse, savoir :

Un terrain étant le lot numéro deux cent trente-quatre (234), du cadastre de la paroisse de Saint-

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court—District of Beauce.

Beauce, to wit : No. 3037A. } DAME CELINA ROY, Plaintiff ; against LOUIS BRETON, Defendant, to wit :

A lot of land or flour mill site situate in the parish of Saint Elzear, containing about one arpent and fifteen perches in area, being the lot known and described as number three hundred and seventy-seven (377), on the official plan and book of reference of the cadastre for the said parish of Saint Elzéar—with the flour mill, sluices, dams, &c., and the saw mill with its accessories and other buildings thereon erected, rights to the river of the said mills, to the road of egress and other rights appertaining to the said mills, circumstances and dependencies ; with, moreover, the right of the purchaser to pass and repass, on foot or driving over the land of Jean Baptiste Labbé, being the lot known and described as number three hundred and seventy-six (376), on the said official plan and book of reference of the said cadastre, to repair and keep in order the said sluices and dams, when needed. Reserving in favor of the said Jean Baptiste Labbé the right to pass and repass on the lot herein above mentioned in the road of egress, to lead from the King's road to his land.

To be sold at the church door of the parish of Saint Elzear, on the TWENTY-SECOND day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,
Sheriff's office, Sheriff.
Village of Saint Joseph, Beauce, 15th July, 1901.
2992

[First published, 20th July, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court—District of Beauce.

Beauce, to wit : No. 3166. } MISS GEORGIANNA ANGERS, Plaintiff ; against THE ESTATE OF JEAN BUSQUE, Defendant, to wit :

A land being lot number two hundred and thirty-four (234), of the cadastre of the parish of Saint

François de la Beauce, premier rang nord-est de la dite paroisse—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, ainsi que l'engin, bouilloire, etc., et le soufflet de forge, avec tous leurs accessoires situés dans la boutique.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François de la Beauce, le TRENTIEME jour de JUILLET prochain, à MIDI.

JOS. POIRIER,
Bureau du Shérif, Shérif.
Village de Saint-Joseph Beauce, 19 juin 1901.
2699-2

[Première publication, 29 juin 1901.]

François de la Beauce, first range north east of the said parish—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, also the engine, boiler, &c., and the forge bellows, with all their accessories situate in the shop.

To be sold at the church door of the parish of Saint François de la Beauce, on the THIRTIETH day of JULY next, at NOON.

JOS. POIRIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Village of Saint Joseph, Beauce, 19th June, 1901.
2700

[First published, 29th June, 1901.]

Ventes par le Shérif—Beauharnois

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Province de Québec, District de Montréal. No 718. } GUSTAVE LAMOTHE ET AL, *ès qualité*, Demandeurs ; contre DAME MARY ANN BURKE, Défenderesse.

Un lot de terre ou emplacement situé sur la rue Saint-Laurent, dans la ville de Beauharnois, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Beauharnois, sous le numéro vingt-quatre (24)—avec un hôtel et autres bâtisses susérigés.

Pour être vendu au bureau du shérif du district de Beauharnois, au palais de justice, en la ville de Beauharnois, MARDI, le TRENTIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

PHILEMON LABERGE,
Bureau du Shérif, Shérif.
Beauharnois, 25 juin 1901. 2729-2

[Première publication, 29 juin 1901.]

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS
Superior Court.—District of Montreal.

Province of Quebec, District of Montreal. No. 718. } GUSTAVE LAMOTHE ET AL, *ès qualité*, Plaintiffs ; against DAME MARY ANN BURKE, Defendant.

A lot of land or emplacement situate on Saint Lawrence street, in the town of Beauharnois, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Beauharnois, as number twenty-four (24)—with a hotel and other buildings thereon erected.

To be sold in the sheriff's office of the district of Beauharnois, in the court house, in the town of Beauharnois, on the TUESDAY, the THIRTIETH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

PHILEMON LABERGE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Beauharnois, 25th June, 1901. 2730

[First published, 29th June, 1901.]

Ventes par le Shérif—Bedford

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, District de Bedford. No 6549. } JAMES CONNOLLY, cultivateur, du canton de Bolton, (partie ouest), dans le district de Bedford, Demandeur ; contre les biens meubles et immeubles de FRANK H. STANBRIDGE, du canton de Bolton, (partie ouest), dans le district de Bedford, Défendeur.

La moitié indivise :

1° Du lot numéro 16, dans le deuxième rang du canton de Bolton, district de Bedford, et maintenant connue sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du dit canton de Bolton, sous le numéro deux cent neuf (209), et contenant 217½ acres en superficie, plus ou moins.

2° D'une partie du lot numéro 17, dans le 2e rang du canton Bolton, (subdivision primitive), dans le district de Bedford, et maintenant connue sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du dit canton de Bolton, sous le numéro deux cent douze (212), et contenant 47 7/10 acres en superficie, plus ou moins.

3° D'une partie du lot numéro 17, dans le 2e rang du dit canton de Bolton, (subdivision primi-

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court—District of Bedford.

Province of Quebec, District of Bedford. No. 6549. } JAMES CONNOLLY, of the township of Bolton (west part), in the district of Bedford, farmer, Plaintiff ; against the goods and lands of FRANK H. STANBRIDGE, of the township of Bolton, (west part), in the district of Bedford, Defendant.

An undivided one half of :

1. Lot number 16, in the 2nd range of the township of Bolton, district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Bolton, as number two hundred and nine (209), and containing 217½ acres in superficies, more or less.

2. Part of lot number 17, in the 2nd range of the township of Bolton, (primitive subdivision), in the district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Bolton, as number two hundred and twelve (212), and containing 47 7/10 acres in superficies, more or less.

3. Part of lot number 17, in the 2nd range of said township of Bolton, (primitive subdivision),

tive), et maintenant sous le numéro deux cent treize (213), du cadastre du dit canton, et contenant 48 acres en superficie, plus ou moins.

4° D'une partie du lot numéro 16, dans le 3e rang du dit canton (subdivision primitive), et maintenant connue sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du dit canton de Bolton, sous le numéro trois cent dix-sept (317) du cadastre, et contenant 17 acres en superficie, plus ou moins—ensemble avec la moitié indivise de toutes les bâtisses construites et améliorations faites sur les dites étendues de terre.

La dite moitié indivise des dites étendues de terre décrites, pour être vendue en bloc, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Edouard de Knowlton, dans le village de Knowlton, district de Bedford, le DIXIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,
Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 25 juin 1901. 2733-2
[Première publication, 29 juin 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Bedford

Province de Québec, District de Bedford. No 6806. } JAMES H. PARK, du village de Dunham, dans le district de Bedford, cultivateur, Demandeur ; contre les terres et tènements de THOMAS SLOGGETT, du village de Cowansville, dit district de Bedford, Défendeur.

Ce certain lot ou une partie de terre situé dans e village de Cowansville, dans le district de Bedford, et maintenant connu sur les plan et au livre de renvoi officiels du dit village de Cowansville, sous le lot numéro quatre-vingt-un (81), contenant 13,390 pieds, plus ou moins—ensemble avec les bâtisses y érigées et améliorations faites ; borné en front par la rue Principale, en arrière par la rivière Yamaska, à l'est par le lot numéro quatre-vingt-deux (82), du dit plan officiel, et à l'ouest par le lot numéro quatre-vingt (80), du susdit plan officiel.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Rose de Lima de Sweetsburg, dans le village de Sweetsburg, district de Bedford, le VINGT-QUATRIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHS. S. COTTON,
Bureau du Shérif Shérif.
Sweetsburg, 24 juin 1901. 2683-2
[Première publication, 29 juin 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, District de Bedford. No 6525 } LOUIS BOUCHARD, de la ville de Waterloo, dans le district de Bedford, commerçant, Demandeur ; contre les meubles et immeubles de L. J. N. ROBERT, ci-devant de la municipalité de Stukely Nord, dans le dit district, et maintenant absent de la province de Québec, Défendeur.

La moitié indivise d'un certain terrain faisant partie du lot vingt et un, dans le huitième rang du canton de Stukely, dans le district de Bedford, mesurant quarante-cinq pieds en front par la profondeur qui existe entre le chemin Sherbrooke et la ligne de division du septième rang du dit canton, et maintenant connue et désignée sous le lot numéro sept cent un (701), du plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Stukely, contenant une vergée et quatre perches en superficie—ensemble avec la moitié indivise de toutes les améliorations faites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de Bonsecours de Stukely, dans le comté de Shefford et district de Bedford, le TROISIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,
Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 21 juin 1901. 2701-2
[Première publication, 29 juin 1901.]

and now known as cadastral number two hundred and thirteen (213), of said township, and containing 48 acres in superficies, more or less.

4. Part of lot number 16, in the 3rd range of said township (primitive subdivision), and now known on the official plan and book of reference of said township of Bolton, as cadastral number three hundred and seventeen (317), and containing 17 acres in superficies, more or less—together with the undivided one half of all the buildings and improvements on said pieces of land.

The said undivided half of said described pieces of land, to be sold *en bloc*, at the door of the parish church of Saint Edouard of Knowlton, in the village of Knowlton and district of Bedford, on the TENTH day of AUGUST next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, 25th June, 1901. 2734
[First published, 29th June, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Bedford.

Province of Quebec, District of Bedford. No. 6806. } JAMES H. PARK, of the village of Dunham, in the district of Bedford, farmer, Plaintiff ; against the lands and tenements of THOMAS SLOGGETT, of the village of Cowansville, in said district of Bedford, Defendant.

That certain lot or parcel of land situated in the village of Cowansville, in the district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of said village of Cowansville, as lot number eighty-one (81), containing 13,390 feet, more or less—together with the buildings and improvements thereon erected and made and appurtenances thereto belonging ; bounded in front by Main street, in rear by the Yamaska river, on the east by lot number eighty-two (82), of said official plan, and on the west by lot number eighty (80), of the aforesaid official plan.

To be sold at the parish church door of Sainte Rose de Lima de Sweetsburg, in the village of Sweetsburg, and district of Bedford, on the TWENTY-FOURTH day of AUGUST next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, 24th June, 1901. 2684
[First published, 29th June, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Bedford.

Province of Quebec, District of Bedford. No. 6525. } LOUIS BOUCHARD, of the town of Waterloo, in the district of Bedford, trader, Plaintiff ; against the goods and lands of L. J. N. ROBERT, heretofore of the municipality of North Stukely, in said district and now absent from the province of Quebec, Defendant.

An undivided one half of a certain emplacement of land being part of lot twenty-one, in the eighth range of the township of Stukely, in the district of Bedford, measuring forty-five feet in front by the depth which lies between the Sherbrooke road and the range line of the seventh range of said township, and now known and distinguished as lot number seven hundred and one (701), of the official plan and book of reference of the said township of Stukely, containing one rood and four perches in superficies—together with an undivided one half of all improvements thereon.

To be sold at the parish church door of Notre Dame de Bonsecours de Stukely, in the county of Shefford and district of Bedford, on the THIRD day of AUGUST next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, 21st June, 1901. 2702
[First published, 29th June, 1901.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS

Dans la Cour Supérieure—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir : No. 362. } WILLIAM DOYLE, de Québec, marchand, en sa qualité de curateur aux biens de François Côté, de Sainte-Foye, comté de Québec, Demandeur ; contre PRUDENT GIRARD, Défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, savoir : le lot numéro trente-deux, du cinquième rang du canton Ashuapmouchouan, tel que désigné dans le cadastre de ce canton, qui devait avoir lieu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Prime, le neuvième jour du mois d'août (1899), à dix heures de l'avant-midi, aura lieu à DIX heures de l'avant-midi, le TREIZIEME jour d'AOUT prochain, (1901), à la porte de l'église de Saint-Prime.

O. BOSSÉ,
Shérif.

Bureau du Shérif,
Chicoutimi, 17 juillet 1901. 2993

[Première publication, 20 juillet 1901.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

In the Superior Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit : No. 362. } WILLIAM DOYLE, of Quebec, merchant, in his quality of curator to the property of François Côté, of Saint Foye, county of Quebec, *rentier*, Plaintiff; against PRUDENT GIRARD, Defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in the present cause, to wit : lot of land number thirty-two, in the fifth range of the township Ashuapmouchouan, such as described in the cadastre of this township, which should have taken place at the church door of the parish of Saint Prime, on the ninth day of the month of August (1899), at ten o'clock in the forenoon, will take place at TEN of the clock in the forenoon, on the THIRTEENTH day of AUGUST next (1901), a the church door of Saint Prime.

O. BOSSE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Chicoutimi, 17th July, 1901. 2994

[First published, 20th July, 1901].

Ventes par le Shérif—Iberville

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Superieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : No 62. } ALPHONSE F. GERVAIS, commerçant, de la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, Demandeur ; contre OCTAVE GUERIN, du même lieu, Défendeur.

Un morceau de terre sis et situé au côté est de la rue Grant, en la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, étant la moitié sud du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean, sous le numéro trois cent quatre vingt-quinze (No 395) ; borné le dit morceau de terre, à l'ouest, en front, par la dite rue Grant, au sud par le lot No 394, à l'est par le lot No 396, et au nord par l'autre partie du dit lot No 395—avec une maison et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu en mon bureau, dans le palais de justice, en la dite ville de Saint-Jean, le TRENTIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

CHAS. ARPIN,
Shérif.

Bureau du Shérif,
Saint-Jean, 26 juin 1901. 2719.2

[Première publication, 29 juin 1901.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint Johns, to wit : No. 62. } ALPHONSE F. GERVAIS, trader, of the town of Saint Johns, in the district of Iberville, Plaintiff; against OCTAVE GUERIN, of the same place, Defendant.

A piece of ground lying and situate on the east side of Grant street, in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, being the south half of the lot known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns, under the number three hundred and ninety-five (No. 395); bounded the said piece of ground, to the west, in front, by the said Grant street, to the south by the lot No. 394, to the east by the lot No. 396, and to the north by the other part of the lot No. 395 aforesaid—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold in my office, in the court house, in the said town of Saint Johns, on the THIRTIETH day of JULY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHAS. ARPIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Saint Johns, 26th June, 1901. 2720

First published, 29th June, 1901.

Ventes par le Shérif—Joliette

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure de Joliette.

ette, à savoir : } LOUIS LAJOIE, Deman-
No 2699. } deur ; contre JEAN-BAPTISTE DESJARDINS ET GEDEON BOISVERT, tiers-saisis.

1° Les lots numéros treize et quatorze (13 et 14), du onzième rang du canton Cathcart, en la paroisse de Saint-Côme, contenant en totalité deux cent atre acres, plus ou moins.

2° Les lots numéros treize et quatorze (13 et 14), premier rang du canton Cartier, en la dite paoisse de Saint-Côme, contenant en totalité deux ents acres de terre, plus ou moins ; borné comme suit : en front aux terres du 11e rang du canton Cathcart, en profondeur au second rang du canton Cartier, d'un côté à Gilbert Morin, No 12, et d'autre à Alphonse Morin, No. 15.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paoisse de Saint-Côme, le VINGT ET UNIEME our du mois d'AOUT prochain, à ONZE heures de avant-midi.

A. M. RIVARD,

ureau du Shérif, Shérif.
Joliette, 15 juillet 1901. 2951
[Première publication, 20 juillet 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court of Joliette.

Joliette, to wit : } LOUIS LAJOIE, Plaintiff ;
No. 2699. } against JEAN BAPTISTE DESJARDINS AND GEDEON BOISVERT, garnishee.

1. Lots numbers thirteen and fourteen (13 and 14), of the eleventh range of the township Cathcart, in the parish of Saint Côme, containing in all two hundred and four acres, more or less.

2. Lots numbers thirteen and fourteen (13 and 14), of the first range of the township Cartier, in the said parish of Saint Côme, containing in all two hundred acres of land, more or less ; bounded as follows : in front by the lands of the 11th range of the township Cathcart, in rear by the second range of the township Cartier, on one side by Gilbert Morin, No. 12, and on the other side by Alphonse Morin, No. 15.

To be sold at the church door of the parish of Saint Côme, on the TWENTY-FIRST day of the month of AUGUST next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, 15th July, 1901. 2952
[First published, 20th July, 1901.]

Ventes par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } ETIENNE BLANCHARD,
No 2030. } cultivateur, de la paroisse de Saint-Marc, district de Richelieu, Demandeur ; contre les terres et tènements décrits au bref en cette cause, de JOSEPH LACOSTE, bourgeois, de la paroisse de Saint-Césaire, district de Saint-Hyacinthe, en sa qualité de tuteur à Ambroise Marien, Anna Marien, Joseph Marien, Aurore Marien, Henri Marien, Napoléon Marien et Honoré Quintin, Défendeur ès-qualité.

Saisi comme appartenant au dit défendeur ès-qualité, l'immeuble suivant, savoir :

Une terre située dans la deuxième concession de la paroisse de Belœil ; bornée en front par le chemin de la dite deuxième concession, connue et désignée sous le numéro cent soixante et un (161), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Belœil, contenant trois arpents de front sur trente arpents de profondeur—avec une maison et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Belœil, le VINGT-DEUXIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 16 juillet 1901. 2965
[Première publication, 20 juillet 1901.]

MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } ALEXANDRE DESMAR-
No 172. } TEAU, curateur, dûment autorisé à l'effet des présentes, en vertu de l'article 879 du code de procédure civile de la province de Québec, comme curateur aux biens de WILLIAM PALMER, hôtelier, de la cité de Montréal, failli, et THE TRUST & LOAN COMPANY OF CANADA, Requérante.

Un morceau de terre situé dans la cité de Montréal, étant le lot numéro trente-sept (37), de la

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } ETIENNE BLANCHARD,
No. 2030. } farmer, of the parish of Saint Marc, district of Richelieu, Plaintiff ; against the lands and tenements described in the writ in this cause, of JOSEPH LACOSTE, gentleman, of the parish of Saint Cesaire, district of Saint Hyacinth, in his quality of tutor to Ambroise Marien, Anna Marien, Joseph Marien, Aurore Marien, Henri Marien, Napoléon Marien and Honoré Quintin, Defendant *ès-qualité.*

Seized as belonging to the said defendant *ès-qualité*, the following immoveable, to wit :

A land situate in the second concession of the parish of Belœil ; bounded in front by the road of the said second concession, known and described as number one hundred and sixty-one (161), of the official plan ank book of reference of the said parish of Belœil, containing three arpents in front by thirty arpents in depth-with house and outbuildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Belœil, on the TWENTY-SECOND day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 16th July, 1901. 2966
[First published, 20th July, 1901.]

CURATOR'S WARRANT
FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } ALEXANDRE DESMAR-
No. 172. } TEAU, curator, thereto duly authorized under article 879 of the code of civil procedure of the province of Quebec, as curator to the property of WILLIAM PALMER, hotel-keeper, of the city of Montreal, Insolvent, and THE TRUST & LOAN COMPANY OF CANADA, Petitioner.

A piece of land situate in the city of Montreal, being the lot number thirty-seven (37), of the

subdivision du lot de terre original connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, sous le numéro trois cent vingt-cinq (325), contenant vingt-quatre pieds de largeur sur quatre-vingt-cinq pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins ; borné en front par la rue Perreault, maintenant rue Bienville, en arrière par une ruelle portant le numéro trente-six (36), de la dite subdivision du dit lot de terre original, et d'un côté par la rue Resther—avec toutes les bâtisses sus-érigées et le droit de passage dans la dite ruelle, circonstances et dépendances.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,
Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 16 juillet 1901. 2967
[Première publication, 20 juillet 1901.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District de Saint-François.

Montréal, à savoir : No 359. } AZARIE LEMIRE, cultivateur et commerçant, du canton de Wotton, dans le district de Saint-François, Demandeur ; contre les terres et tènements de F. OISEL, de la paroisse du Sault au Récollet, comté d'Hochelaga, district de Montréal, Défendeur.

1° Un lot de terre sis et situé dans la paroisse du Sault au Récollet, comté d'Hochelaga, dans le district de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la susdite paroisse du Sault au Récollet, sous le numéro deux cent quarante et un (241), contenant, le dit lot, cinquante pieds de largeur sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, formant quatre mille cinq cents pieds en superficie, plus ou moins, sans garantie de mesure précise ; borné en front par une montée, en profondeur et des deux côtés par le numéro deux cent quarante (240).

2. Un certain terrain sis et situé dans la paroisse du Sault au Récollet, dans le comté d'Hochelaga, dans le district de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse du Sault au Récollet, sous le numéro de subdivision officielle cent vingt-neuf (129), comme étant la subdivision d'une partie du numéro deux cent quarante (240-129) ; borné en front vers le nord-est par le chemin public (No 240-143), en profondeur, vers le sud-ouest, par une rue (240-115), et de l'autre côté au nord-ouest par les numéros deux cent quarante, cent trente et deux cent quarante et un (240, 130 et 241), contenant cinquante-six pieds et trois pouces de largeur sur la devanture, et cinquante-six pieds en arrière sur cent dix pieds de profondeur, mesure anglaise, formant six mille cent soixante et treize pieds en superficie, sans garantie de mesure précise.

3° Un certain autre terrain sis et situé dans la paroisse du Sault au Récollet, dans le comté d'Hochelaga, dans le district de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse du Sault au Récollet, sous le numéro de subdivision officielle cent trente (130), comme étant une partie du lot officiel numéro deux cent quarante (240-130) ; borné en front vers le nord-est par le numéro deux cent quarante et un (241), en profondeur vers le sud-ouest par les numéros deux cent quarante-cent seize et deux cent quarante-cent dix-sept (240-116 et 240-117), d'un côté au sud-est par le numéro deux cent quarante-cent vingt-neuf (240-129), et de l'autre côté par le numéro deux cent quarante-cent trente et un (240-131), contenant cinquante-trois pieds de largeur sur quarante et un pieds de profondeur, mesure anglaise, formant deux mille cent quatre-vingt-dix pieds en superficie, sans garantie de mesure précise—avec les bâtisses dessus construites. Les trois susdits lots ne formant qu'une seule et même exploitation.

subdivision of the original lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint-Louis, under the number three hundred and twenty-five (325), containing twenty-four feet in width by eighty-five feet in depth, english measure, more or less ; bounded in front by Perreault street, now Bienville street, in rear by a lane bearing number thirty-six (36), of the said subdivision of the said original lot of land, and on one side by Resther street—with all the buildings thereon erected, and right of passage in the said lane, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SECOND day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 16th July, 1901. 2968
[First published, 20th July, 1901].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Saint Francis.

Montreal, to wit : No. 359. } AZARIE LEMIRE, farmer and trader, of the township of Wotton, in the district of Saint Francis, Plaintiff ; against the lands and tenements of F. OISEL, of the parish of Sault au Recollet, county of Hochelaga, district of Montreal, Defendant.

1. A lot of land situate and being in the parish of Sault au Recollet, county of Hochelaga, district of Montreal, known and described on the official plan and in the book of reference of the aforesaid parish of Sault au Recollet, as number two hundred and forty-one (241), said lot containing fifty feet in width by ninety feet in depth, forming four thousand five hundred feet in area, more or less, without warranty of precise measurement ; bounded in front by an ascent, in depth and on both sides by number two hundred and forty (240).

2. A certain lot situate and being in the parish of Sault au Recollet, in the county of Hochelaga, in the district of Montreal, known and described on the official plan and in the book of reference of the said parish of Sault au Recollet, as the official subdivision number one hundred and twenty-nine (129), as being the subdivision of a part of the number two hundred and forty (240-129) ; bounded in front to the north east by the public road (No. 240-143), in depth to the south west by a street (240-115), and on the other side to the north west by numbers two hundred and forty, one hundred and thirty and two hundred and forty-one (240, 130 and 241), containing fifty-six feet three inches in width in front and fifty-six feet in rear by one hundred and ten feet in depth, english measure, forming six thousand one hundred and seventy-three feet in area, without warranty of precise measurement.

3. A certain other lot situate and being in the parish of Sault au Recollet, in the county of Hochelaga, in the district of Montreal, known and described on the official plan and in the book of reference of the said parish of Sault au Recollet, as official subdivision number one hundred and thirty (130), as being a part of the official lot number two hundred and forty (240-130) ; bounded in front to the north east by number two hundred and forty-one (241), in rear to the south west by numbers two hundred and forty-one hundred and sixteen and two hundred and forty-one hundred and seventeen (240-116 and 240-117), on one side to the south east by number two hundred and forty-one hundred and twenty-nine (240-129), and on the other side by number two hundred and forty-one hundred and thirty-one (240-131), containing fifty-three feet in width by forty-one feet in depth, english measure, forming two thousand one hundred and ninety feet in area, without warranty of precise measurement—with the buildings thereon erected. The said three lots forming only one and the same plot.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAUDEAU,
Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 17 juillet 1901. 2981
[Première publication, 20 juillet 1901].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : No 1320. } SETH P. LEET, avocat, des cité et district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tènements de THEODORE WHITE, marchand, du même lieu, en sa qualité de tuteur à Delle Agnès McVeigh, Défendeur, es-qualité.

Saisie comme appartenant au dit défendeur es-qualité, l'immeuble suivant, savoir :

La moitié indivise d'un emplacement faisant front sur la rue Saint-Patrice, dans la cité de Montréal, connu et désigné sous le lot numéro neuf cent quatre-vingt-dix-sept, sur le plan et au livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne, dans la dite cité de Montréal ; borné en front par la dite rue Saint-Patrice, en arrière par une ruelle, d'un côté par la rue des Seigneurs, et de l'autre côté par le lot numéro de cadastre neuf cent quatre-vingt-seize (996), du dit quartier Sainte-Anne—ensemble avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à mon bureau, dans la cité de Montréal, le PREMIER jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAUDEAU,
Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 26 juin 1901. 2717-2
[Première publication, 29 juin 1901.]

MANDAT DE CURATEUR
FIERI FACIAS DE TERRIS.
District de Montréal.

Montréal, à savoir : No 58. } ALEXANDRE DESMARTEAU, curateur et requérant, à ce dûment autorisé sous l'article 879 du code de procédure civile de la province de Québec, comme curateur aux biens de DAME ANGELINA PICHETTE, de la cité de Saint-Henri, épouse judiciairement séparée de biens de Adolphe Paquette, entrepreneur, du même lieu, et faisant affaires seule avec l'autorisation de son mari, dans les cité et district de Montréal, comme marchande publique et entrepreneur de constructions, sous la raison sociale de "A. Paquette & Cie", faillie.

1° Deux lots de terre situés en la cité de Saint-Henri, composés chacun des plus grandes parties des lots de terre connus et désignés sous les numéros soixante et sept et soixante et huit, de la subdivision du lot numéro neuf cent quarante et un (941-67-68), d'après les plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, étant contigus, et contenant chacun trente pieds de largeur en front par soixante et onze pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins, sans garantie de mesure précise, et formant une étendue de terrain ; borné en front par la rue Delisle, en arrière par les résidus des dits lots, mesurant sept pieds et six pouces de profondeur, du côté nord-est par le lot numéro soixante et six, de la dite subdivision, et du côté sud-ouest par le lot numéro soixante et neuf, de la dite subdivision officielle, et avec droit de passage en commun avec d'autres dans les ruelles s'y rattachant—et avec les bâtisses sus-érigées.

2. Un lot de terre situé dans la dite cité de Saint-Henri, composé de la plus grande partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro soixante et neuf, de la subdivision du lot numéro neuf cent cent quarante et un (941-69), d'après les plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant trente pieds de largeur en front par soixante et onze pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins, sans garantie de mesure présise ; borné en front par la rue Delisle, en arrière par le résidu du dit lot mesurant

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SECOND day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAUDEAU,
Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, 17th July, 1901. 2982
[First published, 20th July, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Circuit Court—District of Montreal.

Montreal, to wit : No. 1320. } SETH P. LEET, advocate, of the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of THEODORE WHITE, merchant, of the same place, in his quality of tutor to Miss Agnes McVeigh, Defendant, *ès qualité*.

Seized as belonging to the said defendant *ès qualité*, the following immovable, to wit :

The undivided half of an emplacement fronting on Saint Patrick street, in the city of Montreal, known and distinguished as lot number nine hundred and ninety-seven, on the official plan and book of reference of Saint Ann's ward, in the said city of Montreal ; bounded in front by said Saint Patrick street, in rear by a lane, on one side by Seigneurs street, and on the other side by lot cadastral number nine hundred and ninety-six (996), of said Saint Ann's ward—together with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIRST day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAUDEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 26th June, 1901. 2718
[First published, 29th June, 1901].

CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.
District of Montreal.

Montreal, to wit : No. 58. } ALEXANDRE DESMARTEAU, curator and petitioner, hereunto duly authorized under article 879 of the code of civil procedure of the province of Quebec, as curator to the estate of DAME ANGELINA PICHETTE, of the city of Saint Henri, wife judicially separated as to property of Adolphe Paquette, contractor, of the same place, and doing business there alone with the authorization of her husband, in the city and district of Montreal, as a public trader and building contractor, under the style and firm of "A. Paquette & Cie", insolvent.

1. Two lots of land situate in the city of Saint Henri, composed each of the greater part of the lots of land known and described as numbers sixty-seven and sixty-eight, of the subdivision of the lot number nine hundred and forty-one (941-67-68), according to the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, being contiguous and containing each thirty feet width in front by seventy-one feet in depth, english measure, and more or less, without warranty of precise measurement, and forming an extent of land ; bounded in front by Delisle street, in rear by the residues of the said lots, measuring seven feet six inches in depth, on the north east side by lot number sixty-six, of the said subdivision, and on the south west side by lot number sixty-nine, of the said official subdivision, and with right of passage in common with others in the lanes attached thereto—and with the buildings thereon erected.

2. A lot of land situate in the said city of Saint Henri, composed of the greater part of the lot of land known and described as number sixty-nine, of the subdivision of the lot number nine hundred and forty-one (941-69), according to the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, containing thirty feet in width in front by seventy-one feet in depth, english measure, and more or less, without warranty of precise measurement ; bounded in front by Delisle street, in rear by the residue of the said lot measuring four feet

quatre pieds et six pouces de profondeur, du côté nord-est par le numéro soixante et huit (68), de la dite subdivision, et du côté sud-ouest par le lot numéro soixante et dix (70), de la dite subdivision officielle--avec droit de passage en commun avec d'autres dans les ruelles s'y rattachant.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le DEUXIEME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAUDEAU,
Shérif.

Bureau du Shérif,
Montréal, 27 juin 1901. 2615-2

[Première publication du 22 juin 1901, est nulle.]

[Première publication, 29 juin 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } LA VILLE DE SAINT-
No 123. } LAMBERT, corps politique et incorporé, ayant ses principaux bureaux et place d'affaires dans la ville de Saint-Lambert, dans le district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tènements de JOHN M. M. DUFF, des cité et district de Montréal, en sa qualité de curateur dûment nommé à la succession vacante de feu David Henry Henderson, en son vivant de la ville de Saint-Lambert, dans le district de Montréal, Défendeur.

1° Un terrain, avec circonstances et dépendances, situé dans la ville de Saint-Lambert, comté de Chambly, district de Montréal, et composé des lots connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Longueuil, sous les numéros deux cent quatre-vingt-sept, deux cent quatre-vingt-huit et deux cent quatre-vingt-neuf, de la subdivision du lot numéro primitif cent soixante et un ; borné en front par le fleuve Saint-Laurent.

2° Un terrain, avec circonstances et dépendances, situé dans la ville de Saint-Lambert, comté de Chambly, district de Montréal, composé des lots connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Longueuil, sous les numéros deux cent cinquante-quatre, deux cent cinquante-cinq et deux cent cinquante-six, de la subdivision du lot numéro primitif cent soixante et un ; borné en front par le fleuve Saint-Laurent.

3° Un terrain, avec circonstances et dépendances, situé dans la ville de Saint-Lambert, comté de Chambly, district de Montréal, composé des lots connus et désignés sur le plan et dans le livre de renvoi officiels de la paroisse de Longueuil, sous les numéros cent trente, cent trente et un, cent trente-deux et cent trente-trois, de la subdivision du lot numéro primitif cent soixante et un ; borné en front par une rue ou avenue projetée, connue et désignée sur les susdits plan et au livre de renvoi officiels sous le numéro cent dix-huit, de la subdivision du lot numéro primitif cent soixante et un, et en profondeur par un chemin public.

4° Un terrain, avec circonstances et dépendances, situé dans la ville de Saint-Lambert, comté de Chambly, district de Montréal, composé des lots connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Longueuil, sous les numéros quatre-vingt-quinze et quatre-vingt-seize, de la subdivision du lot numéro primitif cent soixante et un ; borné en front par une avenue projetée, connue et désignée sur les susdits plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro soixante et dix-neuf, de la subdivision du lot numéro primitif cent soixante et un.

5° Un terrain, avec circonstances et dépendances, situé dans la ville de Saint-Lambert, comté de Chambly, district de Montréal, composé des lots connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Longueuil, sous les numéros cent un et cent deux, de la subdivision du

six inches in depth, on the north east side by number sixty-eight (68), of the said subdivision, and on the south west side by lot number seventy (70), of the said official subdivision - with right of passage in common with others in the lanes attached thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SECOND day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAUDEAU,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, 27th June, 1901. 2616

[First publication of 22nd June, 1901, is null.]

[First published, 29th June, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Montreal, to wit : } THE TOWN OF SAINT
No. 123. } LAMBERT, a body politic and corporate, having its principal office and place of business in the town of Saint Lambert, in the district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of JOHN M. M. DUFF, of the city and district of Montreal, in his quality of curator duly named and appointed to the vacant estate of the late David Henry Henderson, in his lifetime of the town of Saint Lambert, in the district of Montreal, Defendant.

1. A lot, with circumstances and dependencies, situate in the town of Saint Lambert, county of Chambly, district of Montreal, and made up of the lots known and described on the official plan and book of reference of the parish of Longueuil, as numbers two hundred and eighty-seven, two hundred and eighty-eight and two hundred and eighty-nine, of the subdivision of the lot primitive number one hundred and sixty-one ; bounded in front by the river Saint Lawrence.

2. A lot, with circumstances and dependencies, situate in the town of Saint Lambert, county of Chambly, district of Montreal, made up of the lots known and described on the official plan and book of reference of the parish of Longueuil, as numbers two hundred and fifty-four, two hundred and fifty-five and two hundred and fifty-six, of the subdivision of the lot primitive number one hundred and sixty-one ; bounded in front by the river Saint Lawrence.

3. A lot, with circumstances and dependencies, situate in the town of Saint Lambert, county of Chambly, district of Montreal, made up of the lots known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Longueuil, as numbers one hundred and thirty, one hundred and thirty-one, one hundred and thirty-two and one hundred and thirty-three, of the subdivision of the lot of primitive number one hundred and sixty-one ; bounded in front by a projected street or avenue, known and described on the said official plan and book of reference as number one hundred and eighteen, of the subdivision of the lot primitive number one hundred and sixty-one, and in depth by the public road.

4. A lot, with circumstances and dependencies, situate in the town of Saint Lambert, county of Chambly, district of Montreal, made up of the lots known and described on the official plan and book of reference of the parish of Longueuil, as numbers ninety-five and ninety-six, of the subdivision of the lot primitive number one hundred and sixty-one ; bounded in front by a projected avenue, known and described on the said official plan and book of reference, as number seventy-nine, of the subdivision of the lot primitive number one hundred and sixty-one.

5. A lot, with circumstances and dependencies, situate in the town of Saint Lambert, county of Chambly, district of Montreal, made up of the lots known and described on the official plan and book of reference of the parish of Longueuil, as numbers one hundred and one and one hundred and two, of

lot numéro primitif cent soixante et un ; borné en front par une avenue projetée, connue et désignée sur les susdits plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro soixante et dix-neuf, de la subdivision du lot numéro primitif cent soixante et un.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Lambert, le DEUXIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,
Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 25 juin 1901. 2709-2
[Première publication, 29 juin 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure—District de Montréal.

Montréal, à savoir : No 1160. } DAME PHILOMENE HEBERT DIT LECOMPTE, de la ville de Notre-Dame des Neiges, district de Montréal, veuve de feu Pierre Claude, en son vivant négociant, du même lieu, Demanderesse ; contre les terres et tènements mentionnés et décrits dans la cédule marquée "A" annexée au bref en cette cause, de W. EDOUARD GADOUA, ci-devant des cité et district de Montréal, et maintenant de lieux inconnus, Défendeur.

La partie nord-ouest du lot de terre ou emplacement sis et situé dans le village de la Côte Saint-Louis, comté d'Hochelaga, connu et désigné sous le numéro trois cent trente-huit (338), des plan et livre de renvoi officiels du dit village de la Côte Saint-Louis, contenant la dite portion de lot (100) cent pieds de largeur par (145) cent quarante-cinq pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins ; borné en front par le chemin Papineau, en arrière par une partie du lot trois cent trente-deux (332), des dits plan et livre de renvoi officiels, d'un côté au nord-ouest par le numéro trois cent trente et un (331), et de l'autre côté au sud-est par le résidu du dit lot trois cent trente-huit (338)—avec maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à mon bureau, dans la cité de Montréal, le DEUXIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,
Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 26 juin 1901. 2715-2
[Première publication, 29 juin 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour de Circuit—District de Montréal.

Montréal, à savoir : No 11788. } JOSEPH MONTPETIT, marchand-plombier, de la cité et du district de Montréal, faisant affaires seul sous le nom de "Kane & Montpetit", Demandeur ; contre les terres et tènements de BENOIT A. DRAPEAU, du même lieu, Défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur, l'usufruit sur les immeubles ci-après mentionnés qui lui a été légué par feu Louis A. Drapeau, en son vivant courtier, de la cité de Montréal, aux termes de son testament solennel reçu devant Mtre J. Barnabé, le 8 septembre 1897, enregistré au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Montréal-Est, sous le numéro 44941, et tel que rectifié par le dit défendeur et Dame Marie Yvonne Drapeau, épouse séparée de biens de Joseph Aldéric St. Denis, médecin, tous deux domiciliés dans la dite cité de Montréal, devant Mtre Henri Schetagne, notaire public, pour la province de Québec, résidant dans la ville de Lachine, et ayant un bureau dans la cité de Montréal, laquelle rectification est datée du 17 novembre 1900, savoir :

1° L'usufruit d'un emplacement sis et situé dans la cité et le district de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, comme étant les lots numéros cinquante-quatre et cinquante-cinq (54 et 55), de la

the subdivision of the primitive lot number one hundred and sixty-one ; bounded in front by a projected avenue, known and described on the said official plan and book of reference, as number seventy-nine, of the subdivision of the lot primitive number one hundred and sixty-one.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Lambert, on the SECOND day of AUGUST next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 25th June, 1901. 2710
[First published, 29th June, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : No. 1160. } DAME PHILOMENE HEBERT DIT LECOMPTE, of the town of Notre Dame des Neiges, district of Montreal, widow of the late Pierre Claude, in his lifetime trader, of the same place, Plaintiff ; against the lands and tenements mentioned and described in the schedule marked A, annexed to the writ in this cause, of W. EDOUARD GADOUA, formerly of the city and district of Montreal, and now of parts unknown, Defendant.

The north west part of the lot of land situate and being in the village of La Côte Saint-Louis, county of Hochelaga, known and described as number three hundred and thirty-eight (338), of the official plan and book of reference of the said village of La Côte Saint Louis, said portion of lot containing one hundred (100) feet in width by one hundred and forty-five (145) feet in depth, english measure, more or less ; bounded in front by the Papineau road, in rear by a part of lot number three hundred and thirty-two (332), of the said official plan and book of reference, on one side to the north west by number three hundred and thirty-one (331), and on the other side to the south east by the residue of the said lot three hundred and thirty-eight (338)—with house and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SECOND day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 26th June, 1901. 2716
[First published, 29th June, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS
Circuit Court—District of Montreal.

Montreal, to wit : No. 11788. } JOSEPH MONTPETIT, merchant plumber, of the city and district of Montreal, carrying on business alone under the firm of "Kane & Montpetit," Plaintiff ; against the lands and tenements of BENOIT A. DRAPEAU, of the same place, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant, the usufruct of the immovables hereinafter mentioned, which has been begueathed to him by the late Louis A. Drapeau, in his lifetime broker, of the city of Montreal, by the terms of his solemn will passed before Mtre J. Barnabé, on the 8th of September, 1897, registered in the registry office of the registration division of Montreal East, under number 44941, and such as rectified by the said defendant and Dame Marie Yvonne Drapeau, wife separated as to property of Joseph Alderic St. Denis, physician, both domiciled in the said city of Montreal, before Mtre Henri Schetagne, notary public, for the province of Quebec, residing in the town of Lachine, and having an office in the city of Montreal, which rectification is dated of the 17th of November, 1900, to wit :

1. The usufruct of a lot situate and being in the city and district of Montreal, known and described on the official plan and book of reference of Saint James ward, as being lots numbers fifty-four and fifty-five (54 and 55), of the official subdivision of

subdivision officielle du lot officiel onze cent cinquante-cinq (1155-54-55)—avec maison et autres bâtisses sus-érigées, ayant front, les susdits lots, sur la rue Wolfe.

2° L'usufruit d'un autre emplacement sis et situé dans la dite cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, sous le numéro officiel mille quatre-vingt-neuf (1089) ; borné en front par la rue Visitation—avec maison et autres bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le PREMIER jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,
Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 26 juin 1901. 2713-2
[Première publication, 29 juin 1901.]

the official lot eleven hundred and fifty five (1155-54-55)—with house and other buildings thereon erected, said lots fronting on Wolfe street.

2. The usufruct of another lot situate and being in the said city of Montreal, known and described on the official plan and book of reference of Saint James ward, as official number one thousand and and eighty-nine (1089) ; bounded in front by Visitation street — with house and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIRST day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,
Sheriff's offie, Sheriff.
Montreal, 26th June, 1901. 2714
[First published, 29th June, 1901].

Ventes par le Shérif—Pontiac

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnes ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Province de Québec, District de Pontiac. No. 517. } CHARLES DEVLIN, de la ville d'Aylmer, dans le district d'Ottawa, marchand, Demandeur ; contre PATRICK DOLAN, du canton de Onslow, district de Pontiac, cultivateur, Défendeur, à savoir :

Tous ces lots de terre sis et situés dans le canton de Onslow, connus et désignés (arpentage primitif), comme la moitié sud du lot numéro un, dans le neuvième rang des lots du dit canton de Onslow, et aussi la moitié sud de la moitié sud du lot numéro deux, dans le dit neuvième rang des lots du dit canton de Onslow, les dits deux morceaux de terre contenant cent trente acres de terre en superficie, plus ou moins, maintenant connus suivant les plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Onslow, comme lots numéros un *a* (1*a*), un *b* (1*b*) et deux *a* (2*a*), dans le neuvième rang du dit canton de Onslow—ensemble avec les bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, dans le village de Bryson, le VINGT-DEUXIEME jour d'AOUT prochain.

SIMON McNALLY,
Bureau du Shérif, Shérif.
Bryson, 15 juillet 1901. 2989
[Première publication, 20 juillet 1901.]

Sheriff's Sales—Pontiac

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Province of Quebec, District of Pontiac. No. 517. } CHARLES DEVLIN, of the town of Aylmer, in the district of Ottawa, merchant, Plaintiff ; against PATRICK DOLAN, of the township of Onslow, district of Pontiac, farmer, Defendant, to wit :

All these certain lots of land lying and being in the township of Onslow, and known and distinguished under the primitive survey as the south half of lot number one, in the ninth range of lots in the said township of Onslow, and also the south half of the south half of lot number two, in the said ninth range of lots in the said township of Onslow, containing the said two pieces or parcels of land one hundred and thirty acres of land, more or less, in superficies, and now known according to the official plan and book of reference for the said township of Onslow, as lots numbers one *a* (1*a*), one *b* (1*b*) and two *a* (2*a*), in the ninth range of the said township of Onslow —together with the buildings thereon erected, and the members and appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the registry office, in the village of Bryson, on the TWENTY-SECOND day of AUGUST, next.

SIMON McNALLY,
Sheriff's Office, Sheriff.
Bryson, 15th July, 1901. 2990
[First published, 20th July, 1901.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.— District de Richelieu.

Sorel, à savoir : No 4326. } L'HONORABLE CHARLES GILL, Demandeur ; contre ALBERT CARON, Défendeur.

1° Une portion de terre située en cette partie de la paroisse de Saint-Zéphirin de Courval, maintenant érigée canoniquement sous le nom de Saint-Joachim, dans le district de Richelieu, en la concession de la Côte Saint-Michel, étant le lot numéro six cent cinquante-sept (No 657), du cadastre

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Superior Court—District of Richelieu.

Sorel, to wit : No. 4326. } THE HONORABLE CHARLES GILL, Plaintiff ; against ALBERT CARON, Defendant.

1. A piece of land situate in that part of the parish of Saint Zéphirin de Courval, now canonically erected under the name of Saint Joachim, in the district of Richelieu, in the concession of the Côte Saint Michel, being number six hundred and fifty-seven (No. 657), of the official cadastre of the said

officiel de la dite paroisse de Saint-Zéphirin de Courval—circonstances et dépendances.

2° Une portion de terre située en cette partie de la paroisse de Saint-Zéphirin de Courval, maintenant érigée canoniquement sous le nom de Saint-Joachim, dans le district de Richelieu, en la concession de la Côte Saint-Michel, étant le lot numéro six cent cinquante-huit (No 658), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Zéphirin de Courval—circonstances et dépendances.

Pour être vendues au bureau d'enregistrement du comté d'Yamaska, en la paroisse de Saint-François du Lac, le VINGT ET UNIEME jour du mois d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sorel, 17 juillet 1901. 2973
[Première publication, 20 juillet 1901.]

parish of Saint Zéphirin de Courval—circumstances and dependencies.

2. A piece of land situate in that part of the parish of Saint-Zéphirin de Courval, now canonically erected under the name of Saint Joachim, in the district of Richelieu, in the concession of the Côte Saint Michel, being lot number six hundred and fifty-eight (No. 658), of the official cadastre of the said parish of Saint Zéphirin de Courval—circumstances and dependencies.

To be sold at the registry office of the county of Yamaska, in the parish of Saint François du Lac, on the TWENTY-FIRST day of the month of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, 17th July, 1901. 2974
[First published, 20th July, 1901.]

Ventes par le Shérif—St-François

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Dans la Cour de Circuit, dans et pour le comté de Stanstead, à Coaticook, district de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } WILLIAM HILL,
No 4924. } de la cité et du district de Montréal, importateur, Demandeur ; vs JOSEPH LEFEBVRE ET EMERIE LEFEBVRE, tous deux du canton de Hereford, dans le dit district de Saint-François, conjointement et solidairement, Défendeurs.

Un certain morceau de terrain, à être détaché du lot numéro onze *a* (No 11a), du rang A, du dit canton de Hereford, dans le dit district, ainsi connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Hereford, à être mesuré à partir de la ligne de division entre les lots numéros onze *a* (No 11a) et onze *f* (No 11*f*), du dit rang A, susdit canton, allant vers l'ouest ; quatre-vingt-dix pieds, et suivant le chemin public : de là vers le nord cent trente pieds ; de là vers l'est quatre-vingt-dix pieds, et de là vers le sud au point de départ, cent trente pieds ; borné vers l'est par Napoléon Adam, au nord et à l'ouest par Zéphirin Lachance, et au sud par un chemin public—avec les bâtisses et améliorations dessus faites, et les machineries dans les dites bâtisses, consistant en un engin à vapeur, une chaudière, deux moulanges à grain, une machine à mortaiser, une machine à rabotter, une mechine à écorcer, une scie ronde, une chaîne à transporter, une machine à chassis et les arbres de couche, poulies et courroies dans les dites bâtisses, et faisant partie des dites machineries.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Venant d'Hereford, le TREIZIEME jour d'AOUT prochain, à UNE heure de l'après-midi.

HENRY AYLMER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 9 juillet 1901. 2877
[Première publication, 13 juillet 1901.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

In the Circuit Court, in and for the county of Stanstead, at Coaticook, district of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } WILLIAM HILL, of the
No. 4924. } city and district of Montreal, importer, Plaintiff; vs JOSEPH LEFEBVRE AND EMERIE LEFEBVRE, both of the township of Hereford, in said district of Saint Francis, jointly and severally Defendants.

A certain piece of land to be taken of lot number eleven *a* (No. 11 *a*), of range A, of the said township of Hereford, in the said dsitrict, thus known and described on the official plan and book of reference of the said township of Hereford, to be measured starting from the division line between lots numbers eleven *a* (No. 11 *a*) and eleven *f* (No. 11 *f*), of the said range A, township aforesaid ; running west ninety feet, and following the public road ; thence towards the north one hundred and thirty feet ; thence towards the east ninety feet, and from there towards the south to the starting point, one hundred and thirty feet ; bounded on the east by Napoleon Adam, on the north and west by Zephirin Lachance, and on the south by a public road—with the buildings and improvements thereon erected and made, and the machinery in the said buildings, consisting of a steam engine, a boiler, two mill stones, a mortising machine, a planing machine, peeling machine, a circular saw, a carrying chain, a window sash machine and shafts, pulleys and belting in the said buildings, and forming part of the said machinery.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Venant d'Hereford, on the THIRTEENTH day of AUGUST next, at ONE of the clock in the afternoon.

HENRY AYLMER,

Sheriff Office, Sheriff.
Sherbrooke, 9th July, 1901. 2878
[First published, 13th July, 1901.

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 29

ANNEXION DE MUNICIPALITÉ :—Divers lots de Saint-Elzéar à Saint-Sévérin, comté de Beauce, 1569.

ANNONCEURS : — *Avis aux :* — Concernant avis, etc., 1567.

AVIS aux secrétaire-trésoriers, 1567.

AVIS :—Loi relative aux différends ouvriers de Québec, 1570 ; Résolution d'annexion de lot au village de Warwick, 1575 ; Résolution d'annexion de divers lots du canton de Stanfold à la municipalité locale de la paroisse de Sainte-Victoire d'Arthabaska, 1575.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—*Avis au sujet des* :—Assemblée législative, 1572 ; Conseil législatif, 1570.

EXAMEN DES CANDIDATS A LA CHARGE D'INSPECTEURS D'ÉCOLES, 1569.

EXAMEN DES CANDIDATS pour licence de mesureurs de bois, 1570.

ERRATUM :—Au sujet du sous-ministre de la Colonisation, 1569.

FAILLIS :—Côté, 1580 ; Desautels, 1581 ; Dme Naud, 1580 ; Fecteau, 1581 ; Fortin, 1580 ; Piché, 1581.

LETTRES PATENTES, DEMANDES DE :—La Cie de l'Opéra Comique de Montréal, 1580 ; The C. P. Coy Limited, 1578 ; The Natashquan Iron Coy, 1579 ; The Richelieu Cordage Coy, 1578 ; The Three Rivers, gas, heating and power Coy, 1576.

LETTRES PATENTES ÉMISES :—Cercle Français, 1569.

LICITATION :—Mitchell *et al* vs Olds *et al*, 1581.

MINUTES DES NOTAIRES, DEMANDE DE TRANSFERT:—De Télesphore Fortin à Jos. Onézime Paré, 1570.

NOMINATIONS : — *Cour des Commissaires* : — Saint-Boniface de Shawinigan, comté de Saint-Maurice, 1568.

PROCLAMATION :—Convocation des Chambres, 1568.

SÉPARATIONS DE BIENS :—Dmes Blondin vs Boucher, 1574 ; Latreille vs Roy, 1574 ; Martel vs Carreau, 1574 ; Nicholson vs Deegan, 1574 ; Nicholson vs Whitehead, 1575 ; Poudrette vs Bourgeois, 1575.

SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—Roy vs Dme Mercier, 1574.

TATIF des annonces de la *Gazette Officielle de Québec*, 1567.

TERRES DE LA COURONNE :—*Avis de cancellation, etc* :—Canton Roux, 1569.

VENTES PAR LES SHERIFS :

ARTHABASKA : — Lachance vs Leclerc, 1583 ; Lachance vs St. Jean, 1582.

BEAUCE :—Delle Angers vs succession Busque, 1583 ; Roy vs Breton, 1583.

BEAUHARNOIS :—Lamothe *et al ès qual* vs Dme Burke, 1584.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 29

MUNICIPALITY ANNEXED : — Several lots of Saint Elzéar to Saint Séverin, county of Beauce, 1569.

ADVERTISERS : — *Notice to* : — Respecting notices &c, 1567.

NOTICE to secretary-treasurers, 1567.

NOTICE :—The Quebec Trade Disputes Act, 1570 ; Resolution to annex a lot to the village of Warwick, 1575 ; Resolution to annex several lots of the township of Stanfold to the local municipality of the parish of Sainte Victoire d'Arthabaska, 1575.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—*Notices Respecting the*:—Legislative Assembly, 1572; Legislative Council, 1570.

EXAMINATION OF CANDIDATES TO THE CHARGE OF SHOOL INSPECTORS, 1569.

EXAMINATION OF CANDIDATES for licence as lumber culler, 1570.

ERRATUM :—Regarding the deputy-minister of the Colonization, 1569.

INSOLVENTS :—Côté, 1580 ; Desautels, 1581 ; Dme Naud, 1580 ; Fecteau, 1581 ; Fortin, 1580 ; Piché, 1581.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR :—La Cie de l'Opéra Comique de Montréal, 1580 ; The C. P. Coy Limited, 1578 ; The Natashquan Iron Coy, 1579 ; The Richelieu Cordage Coy, 1579 ; The Three Rivers gas, heating and power Coy, 1576.

LETTERS PATENT GRANTED :—Cercle Français, 1569.

LICITATION :—Mitchell *et al* vs Olds *et al*, 1581.

MINUTES OF NOTARIES, APPLICATION FOR TRANSFER : —From Télesphore Fortin to Jos. Onézime Paré, 1570.

APPOINTMENTS : — *Commissioners' Court* : — Saint Boniface de Shawenegan, county of Saint Maurice, 1568.

PROCLAMATION :— Parliament convoked, 1568.

SEPARATIONS AS TO PROPERTY :—Dmes Blondin vs Boucher, 1574 ; Latreille vs Roy, 1574 ; Martel vs. Carreau, 1574 ; Nicholson vs Deegan, 1574 ; Nicholson vs Whitehead, 1575 ; Poudrette vs Bourgeois, 1575.

SEPARATION FROM BED AND BOARD : — Roy vs Dme Mercier, 1574.

TARIFF of advertizements in the *Quebec Official Gazette*, 1567.

CROWN LANDS :—*Notice of cancellation, etc*:—Township Roux, 1569.

SHERIFF'S SALES :

ARTHABASKA : — Lachance vs Leclerc, 1583 ; Lachance vs St. Jean, 1582.

BEAUCE :— Dlle Angers vs estate Busque, 1583 ; Roy vs Breton, 1583.

BEAUHARNOIS :—Lamothe *et al ès-qual.* vs Dme Burke, 1584.

BEDFORD :—Bouchard vs Robert, 1585 ; Connolly vs Stanbridge, 1584 ; Park vs Sloggett, 1585.

CHICOUTIMI :—Doyle vs Girard, 1586.

IBERVILLE :—Gervais vs Guerin, 1586.

JOLIETTE :—Lajoie vs Desjardins, 1587.

MONTRÉAL :—Blanchard vs Lacoste *ès-qual*, 1587 ; Dme Hébert vs Gadoua, 1591 ; Dme Pichette, faillie, 1589 ; Dme Pichette, faillie, 1589 ; La ville de Saint-Lambert vs Duff *ès-qual*, 1590 ; Leet vs White *ès-qual*, 1589 ; Lemire vs Oisel, 1588 ; Montpetit vs Drapeau, 1591 ; Palmer, failli, 1587.

PONTIAC :—Develin vs Nolan, 1592.

RICHELIEU :—Gill vs Caron, 1592.

SAINT-FRANÇOIS :—Hill vs Lefebvre *et al*, 1593.

QUÉBEC :—Imprimée par CHARLES PAGEAU, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi.

BEDFORD :—Bouchard vs Robert, 1585 ; Connolly vs Stanbridge, 1584 ; Park vs Sloggett, 1585.

CHICOUTIMI :—Doyle vs Girard, 1586.

IBERVILLE :—Gervais vs Guerin, 1586.

JOLIETTE :—Lajoie vs Desjardins, 1587.

MONTREAL :—Blanchard vs Lacoste *ès-qual*, 1587 ; Dme Hébert vs Gadoua, 1591 ; Dme Pichette, insolvent, 1589 ; Dme Pichette, insolvent, 1589 ; The town of Saint Lambert vs Duff *es-qual*, 1590 ; Leet vs White *ès-qual*, 1589 ; Lemire vs Oisel, 1588 ; Montpetit vs Drapeau, 1591 ; Palmer, insolvent, 1587.

PONTIAC :—Devlin vs Nolan, 1592.

RICHELIEU—Gill vs Caron, 1592.

SAINT FRANCIS :—Hill vs Lefebvre *et al*, 1593.

QUEBEC :—Printed by CHARLES PAGEAU. Printer to His Most Excellent Majesty the King.